

# REVUE SUISSE

La revue des Suisses de l'étranger  
Octobre 2021

**Le système de santé suisse  
risque de tomber malade**

**Uetendorf: le lieu le plus éloigné  
des frontières nationales**

**Le héros controversé de la fumette: Bernard Rappaz,  
planteur de chanvre et bête noire des autorités suisses**

# Chaque personne a ses besoins spécifiques. C'est pourquoi nous considérons tous les Suisses de l'étranger comme des êtres uniques.

Nous vous proposons un suivi personnel et professionnel répondant aux exigences de qualité les plus élevées.

[zkb.ch/auslandschweizer](http://zkb.ch/auslandschweizer)



## Un plus pour la sécurité

Les cartons sont faits, un locataire est trouvé et la voiture est vendue, mais avez-vous pensé à votre assurance-maladie à l'étranger?

La KPT est une spécialiste reconnue dans les assurances-maladie internationales. Chez nous, vous bénéficiez d'utiles services ainsi que d'un conseil personnel.

Nous sommes à votre service, aux quatre coins du monde.

N'hésitez pas à nous contacter. Nous vous attendons.

Équipe Internationale  
+41 (0)58 310 93 99  
international@kpt.ch

**kpt:** la caisse maladie  
avec un plus



# Un système de santé suisse en souffrance

5 Courrier des lecteurs

6 En profondeur

Le personnel de santé de la Suisse touche à ses limites

10 Images

Joies et larmes des footballeurs pour une courte éternité

12 Société

En matière de chanvre, Bernard Rappaz ne connaît pas de frontières

15 Littérature

«La Barque est pleine», d'Alfred A. Häsler, a dessillé les yeux des Suisses

16 Science

Un été suisse des extrêmes

Actualités de votre région

17 Reportage

Le village bernois d'Uetendorf est le lieu le plus éloigné des frontières du pays

20 Politique

Une idée controversée: tirer les juges au sort au lieu de les élire

21 Chiffres suisses

22 Infos de SwissCommunity

Filippo Lombardi succède à Remo Gysin à la présidence de l'OSE

Nouveau Conseil des Suisses de l'étranger: le nom de tous les élus

27 Nouvelles du Palais fédéral

30 Lu pour vous / Écouté pour vous

31 Sélection / Nouvelles



Le chiffre est gros, mais surtout complètement abstrait: 82 000 000 000 francs. C'est ce que coûte le système de santé suisse chaque année. Est-ce beaucoup? Est-ce peu?

Il faut réduire le nombre de zéros et rattacher la somme à quelque chose de plus concret pour se faire une idée: chaque mois, le système de santé suisse coûte 800 francs par personne. Ou 3200 francs pour une

famille moyenne de quatre individus. Une bonne partie de ces coûts pèsent directement sur le budget familial. Ainsi, par exemple, les primes de l'assurance-maladie obligatoire en Suisse atteignent des niveaux impressionnants voire même étouffants selon les revenus. Mais il convient de souligner également que si le système de santé suisse est cher, il est aussi d'une qualité excellente. En même temps, il est tout sauf parfait.

C'est précisément dans les secteurs où la médecine et les soins devraient montrer leur visage humain que le personnel de santé touche de plus en plus souvent à ses limites et ce, pas seulement depuis la pandémie de coronavirus. La pression a pris des proportions malsaines. Et comme les besoins en soins ne cessent d'augmenter en raison du vieillissement de la population, la charge augmente inexorablement. Le personnel infirmier risque de tomber lui-même sérieusement malade, comme le montre le dossier «En profondeur» de ce numéro de la «Revue Suisse».

Une initiative populaire sur laquelle nous devons nous prononcer le 28 novembre exige à présent du changement, à savoir une augmentation des effectifs, mais aussi un investissement nettement accru dans la formation. Nul ou presque ne conteste la légitimité de ces revendications. Pourtant, l'initiative reflète aussi un dilemme: si l'on y répond et qu'on augmente les effectifs, les coûts du système de santé suisse, déjà impressionnants, pourraient continuer de grimper. Et le remède pour guérir le système de santé dans son ensemble reste inconnu.

Nombre de Suisses de l'étranger se plaignent d'un mal d'une tout autre nature. Depuis que le Conseil fédéral a rompu les négociations sur un accord-cadre avec l'Union européenne, de nombreux Suisses vivant dans l'UE en particulier craignent d'avoir tôt ou tard à en subir les conséquences. À cela s'ajoute la grogne due au fait qu'il est devenu plus difficile, pour de nombreux citoyens de la «Cinquième Suisse», de peser sur le débat politique en Suisse avec leur bulletin de vote.

Pour le nouveau président élu de l'Organisation des Suisses de l'étranger, l'homme politique tessinois Filippo Lombardi, et pour le Conseil des Suisses de l'étranger largement remanié, cela signifie une chose avant tout: ils devront dès le début de leur mandat s'attaquer à leur tour à quelques vieux problèmes.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

## Une formation en Suisse ? Nous vous conseillons volontiers !

info@educationsuisse.ch Tél. +41 31 356 61 04  
[www.educationsuisse.ch](http://www.educationsuisse.ch)



**T+**  
**TISSOT**  
SWISS WATCHES SINCE 1853

### RETOUR AUX SOURCES AVEC TISSOT, « INNOVATORS BY TRADITION ».

L'histoire de Tissot a débuté au Locle, en Suisse, en 1853 pour devenir aujourd'hui le leader de l'horlogerie suisse traditionnelle en termes de volume. Fière de ses racines, la marque a su se positionner en tant qu'ambassadrice à l'étranger véhiculant des valeurs qui lui sont chères telles que la tradition et l'innovation. Tout au long de son histoire, Tissot a imprimé cette double empreinte sur l'ensemble de ses produits. En s'inscrivant sur la communauté de SwissCommunity, Tissot souhaiterait vous remercier, Chers Suisses de l'étranger, ambassadeurs de notre pays dans le monde entier, en vous offrant 15% de rabais sur l'ensemble de sa collection sur son site officiel.

[www.swisscommunity.org/tissot](http://www.swisscommunity.org/tissot) - Official website | Tissot ([tissotwatches.com](http://tissotwatches.com))

# Rejoignez d'autres Suisses de l'étranger sur la plus grande communauté en ligne SwissCommunity !



Rencontrer d'autres Suisses avec les mêmes centres d'intérêt près de chez soi, échanger ses expériences, partager des astuces, profiter des bons plans d'autres membres ou encore trouver des partenaires d'affaires.

Tout cela est possible grâce à SwissCommunity ! Rendez-vous sur <https://members.swisscommunity.org>.



Organisation des Suisses  
de l'étranger (OSE)

Nos partenaires :

Suisse Tourisme.



Swiss Travel System.



BCGE



SWI swissinfo.ch

## À 16 ans, les jeunes Suisses sont-ils assez mûrs pour voter?



Je pense que ce n'est pas une bonne idée, car les jeunes sont plus facilement influençables. Plus ils sont jeunes, plus c'est facile pour les partis politiques des extrêmes de récolter leurs voix. C'est une pente glissante qui pourrait faire basculer le pays dans une tourmente politique sans fin...

RENAUD WICKY, BALI, INDONESIE

Je connais plein de jeunes de 16 ans bien plus mûrs que des personnes ayant le double de leur âge, y compris des politiciens. J'ai 70 ans et je trouve que les jeunes sont bien mieux informés sur la marche du monde que je ne l'étais à leur âge. Ce sont eux qui prennent le lead sur les problèmes climatiques, les plus urgents de notre époque. Je soutiens donc pleinement le droit de vote à 16 ans.

RICHARD JAKOB-HOFF, NOUVELLE-ZÉLANDE

Il faut abaisser l'âge du droit de vote, du moins au niveau local et régional. Rien n'empêche de le faire tout en conservant la limite de 18 ans, soit l'âge où l'on est appelé au service militaire ou civil, pour d'autres choses, comme les scrutins fédéraux ou le droit d'élection. Tout cela doit être réévalué dans une perspective d'avenir.

MARC SPARGNAPANI, ÉTATS-UNIS

Je trouve qu'à 16 ans, rares sont les jeunes qui sont capables de participer au débat politique. Tous les jours, je vois les jeunes faire la fête, et ils sont peu intéressés par la politique lorsqu'on les interroge. À mon avis, l'âge du droit de vote devrait rester 18 ans.

KARIN KRÄUCHI, GRAZ, AUTRICHE

Tout d'abord, bravo pour le choix de ce thème! C'est une bonne idée de pouvoir voter à 16 ans. Il y aura des plus et des moins. L'essentiel est de développer un sentiment de responsabilité vis-à-vis du pays: nous devons montrer aux jeunes que nous leur faisons confiance.

ÖNDER ERDOGAN, TURQUIE

Je suis résolument contre. Je viens d'Argentine où l'âge du droit de vote a été abaissé pour une simple et bonne raison: les personnes mineures ne pensent pas à leur avenir et sont facilement attirées par des idées séduisantes mais qui, dans

la pratique, ruineront le pays. Elles ne sont pas assez mûres pour analyser et prendre des décisions en matière d'économie et de politique.

AXEL HALLEY, IRLANDE

Le vote à 16 ans, oui, pour tenir compte des aspirations des plus jeunes. On compte sur eux pour améliorer nos bêtises. Ceux qui sont contre cherchent à conserver égoïstement leurs avantages. Il serait aussi intéressant de parler plus à l'école du commerce et des entreprises, des structures politiques, de la gestion financière d'un foyer, etc.

JEAN PIERRE MAIRE, ESPAGNE

Le droit de vote à 16 ans est irresponsable. À cet âge, on n'est pas assez mûr et très influençable: on n'est pas capable de prendre une décision juste et donc de voter. Il faut une certaine expérience de la vie pour prendre des décisions importantes. Dans une démocratie, voter ne signifie pas seulement défendre ses propres intérêts, mais aussi faire quelque chose pour la société.

RENATO BESOMI, JAVEA, ESPAGNE

Les jeunes de 16 ans sont-ils vraiment incapables de participer au débat politique? Après tout, la politique démocratique n'est qu'une politique d'intérêts. Les intérêts des jeunes de 16 ans sont-ils moins importants que ceux des personnes plus âgées? Moins qualitatifs? En regardant le monde, je suis plutôt porté à penser le contraire, et à me demander s'il ne serait pas pertinent de restreindre le droit de vote à partir d'un certain âge.

ARYE-ISAAC OPHIR, ISRAËL

Étais-je prêt à voter quand j'avais 18 ans? Je l'ignore. Aurais-je voté à 16 ans si j'en avais eu le droit? Certainement. Aurais-je voté pareil que maintenant que je suis quatre fois plus vieux? Probablement pas. Quelles sont donc les objections contre le vote à 16 ans? Le plus grand problème que j'ai rencontré en votant à 18 ans était le manque d'informations. Aujourd'hui, on a un meilleur accès aux informations, et rien ne permet d'affirmer qu'un jeune de 16 ans ne peut pas prendre de décision rationnelle. Avons-nous peur d'abaisser l'âge du droit de vote parce qu'on craint de voir trop de choses changer? Quoi qu'il en soit, moi je suis pour.

KURT FEHLMANN, AUSTRALIE

**IMPRESSUM:**  
La «Revue Suisse», destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 47<sup>e</sup> année en allemand, français, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 431 000 exemplaires, dont 253 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.  
DIRECTION ÉDITORIALE: Marc Lettau (MUL), rédacteur en chef; Stéphane Herzog (SH); Theodora Peter (TP);

Susanne Wenger (SWE); Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, responsable de la rubrique «Nouvelles du Palais fédéral».  
ASSISTANTE DE RÉDACTION: Sandra Krebs  
TRADUCTION: SwissGlobal Language Services AG; DESIGN: Joseph Haas, Zurich; IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110. IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22  
E-MAIL: revue@swisscommunity.org

Clôture de rédaction de cette édition: 11 août 2021

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. [www.revue.ch](http://www.revue.ch)

ENVOI: Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat. La rédaction n'a pas accès à vos données administratives.



# Le système de santé suisse risque de tomber malade

La population de la Suisse vieillit, le nombre de cas de maladies complexes augmente. C'est un défi énorme pour le système de santé du pays, réputé pour sa qualité. Un défi rendu plus sérieux encore par le manque de professionnels qualifiés: le personnel soignant est souvent sous pression, parfois jusqu'à l'explosion.

EVELINE RUTZ

Les coûts augmentent, les plans de réforme échouent et le personnel qualifié fait défaut: le système de santé suisse n'est pas au mieux de sa forme. Le personnel soignant avait déjà tiré la sonnette d'alarme avant le coronavirus. Il se plaint de mauvaises conditions de travail et d'un manque de reconnaissance. Après un an et demi de pandémie, il est physiquement et psychologiquement à bout de forces (cf. «Revue Suisse» 4/2021). La pression sur les soins continue cependant de croître, car les évolutions démographiques et sociétales ne cessent d'aggraver la situation. D'après les pronostics, le pays manquera d'environ 65 000 infirmières et infirmiers d'ici 2030. Les associations du personnel et les experts mettent en garde contre une pénurie. L'initiative populaire «Pour des soins infirmiers forts» est censée éviter que cela ne se produise. Le peuple votera le 28 novembre 2021.

## Beaucoup jettent l'éponge

En Suisse, près de 214 200 personnes travaillent dans le secteur des soins, la plupart en hôpitaux (45 %) et en EMS (41 %). 14 % sont employées par des organisations extrahospitalières. Et bon nombre

d'entre elles travaillent à temps partiel: un 100 % serait trop lourd, disent-elles. L'état des lieux est le suivant: le travail par équipes se concilie mal avec les intérêts privés et les obligations familiales, le travail est dur physiquement et psychologiquement et la pression des économies dans le système de santé fait que les services emploient un minimum de personnel et sont contraints à l'efficacité. Infirmières et infirmiers ont souvent peu de temps pour répondre aux besoins individuels des patients et discuter de choses et d'autres avec eux. Ils souffrent de ne pas pouvoir exercer leur métier comme ils le souhaiteraient. Un grand nombre d'entre eux le quittent avant l'heure. Un tiers de celles et ceux qui jettent l'éponge n'ont même pas 35 ans.

## Les travailleurs étrangers à la rescousse

Les postes mis au concours sont plus nombreux que jamais dans le secteur des soins en Suisse. Les responsables du personnel ont de la peine à les pourvoir. Ils embauchent donc souvent du personnel étranger. À l'Ostschweizer Kinderspital à Saint-Gall, par exemple, 42 % des médecins sont suisses, 36 % allemands et 8 % autrichiens. Le personnel infirmier diplômé compte quant à lui 86 % de Suisses. Les hôpitaux



Lorsque le personnel infirmier vient à manquer, les contacts humains entre soignants et soignés en pâtissent. Ce problème va encore s'aggraver en raison du vieillissement de la population.  
Photo Keystone

universitaires de Zurich et de Lausanne emploient en revanche bien davantage de travailleurs étrangers dans le secteur des soins, soit respectivement environ 60 % et 50 %. Les ménages privés engagent eux aussi de plus en plus de soignantes d'Allemagne et d'Europe de l'Est. Ces femmes sont en service presque 24 h/24, ont des salaires inférieurs et rentrent dans leur pays après quelques mois.

Le fait de compenser les sous-effectifs par de la main-d'œuvre étrangère est problématique pour des raisons éthiques: la Suisse compte sur des personnes qui ont été formées à l'étranger et dont l'étranger a besoin. À l'avenir, il pourrait être plus difficile de recruter hors de nos frontières, car les pays d'origine de ces travailleurs font davantage d'efforts pour les retenir. En même temps, les besoins en personnel continueront d'augmenter fortement en Suisse, notamment en raison du vieillissement de la population.

### Grand savoir-faire, peu d'autonomie

Si l'on observe le nombre d'infirmières et d'infirmiers pour 1000 habitants, la Suisse s'en sort bien par rapport à d'autres pays. Mais il serait faux d'en conclure que la situation du métier est plus confortable qu'il-

leurs, souligne Rebecca Spirig, professeure à l'Institut des sciences infirmières de l'université de Bâle: «Il faut considérer toutes les personnes qui sont prises en compte dans ce chiffre et comment elles sont employées.» En Allemagne, par exemple, le traitement des plaies ne fait partie du secteur des soins que depuis quelques années. En Suisse, la pratique des injections et la pose de perfusions sont comprises dans la formation de base. Aux États-Unis, ce sont des *nurse practitioners* qui prodiguent les premiers soins à la population. Et la Hollande a mis en place le modèle *buurtzorg* (aide à domicile) avec des équipes de soins à l'organisation très autonome, qui consultent, décident, traitent, coordonnent et font appel, si nécessaire, à d'autres professionnels.

### Les médecins ont un rôle prépondérant

«La Suisse n'est pas une pionnière», relève Rebecca Spirig. Son système de soins repose largement sur l'expertise médicale: «Les infirmières et infirmiers ont un grand savoir-faire, mais prennent peu de décisions». En effet, même des mesures élémentaires comme le port de bas de contention requièrent une ordonnance médicale. À cela s'ajoute un certain flou: les personnes ayant besoin de soins et vivant chez elles



«Les soins nous rendent malade»: tel est l'un des slogans que le personnel de santé a porté à travers les rues de Bâle le 12 mai 2021. Ce type de manifestations était déjà récurrent avant la pandémie de coronavirus. Photo Keystone

## Le peuple paie le prix fort

Les coûts de la santé sont élevés en Suisse et sont en grande partie supportés par les patients. En 2018, les dépenses s'élevaient à 798 francs par personne et par mois. D'après l'Office fédéral de la statistique, ces frais ont été pris en charge à 63 % par les ménages, et couverts pour moitié par les primes de l'assurance-maladie obligatoire. L'État a financé environ 30 % des coûts globaux. La part des coûts de la santé dans le produit intérieur brut (PIB) a nettement augmenté au cours des dernières décennies: avec 11,2 %, la Suisse enregistrait l'un des chiffres les plus hauts d'Europe en 2018. Les États-Unis arrivaient nettement en tête avec 16,9 %, suivis par l'Allemagne (11,5 %) et la France (11,3 %). L'Espagne enregistrait 9,0 % et l'Irlande 6,9 %. L'augmentation des dépenses en Suisse est un sujet d'inquiétude pour beaucoup: les coûts de la santé sont toujours en bonne place dans le «Baromètre suisse des préoccupations». Ce sont les séjours à l'hôpital qui coûtent le plus cher en Suisse, et la prévention qui occasionne le moins de dépenses. (ERU)

ont souvent affaire à plusieurs prestataires de soins. Le personnel d'aide et soins à domicile fournit de l'aide pour l'hygiène corporelle quotidienne, change les pansements et soigne les plaies; les médecins posent des diagnostics, traitent et prescrivent des thérapies; les physiothérapeutes et les ergothérapeutes les conduisent. «Les soins ambulatoires manquent de structures et de processus homogènes», note Ursula Meider, de la Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW). La concertation est souvent insuffisante, ce qui peut entraîner des doublons, des lacunes et des traitements inadéquats.

## De grands écarts de qualité

Comme de nombreux autres domaines du quotidien, le système de santé suisse possède une organisation fédéraliste. La Confédération fixe les grands axes et les cantons les mettent en œuvre, déléguant à leur tour certaines tâches aux communes. Celles-ci sont responsables d'une partie des soins de longue durée et des soins ambulatoires prodigués aux personnes âgées. Ainsi, les services médicaux et sociaux

## Les recettes pour éviter la pénurie



Le travail que fournit nuit et jour le personnel soignant a gagné en visibilité en Suisse au plus tard pendant la pandémie de coronavirus. L'initiative populaire «Pour des soins infirmiers forts» entend lui accorder davantage de reconnaissance. Le peuple se prononcera le 28 novembre.

Le personnel infirmier se bat depuis des années pour de meilleures conditions de travail et davantage de reconnaissance et d'autonomie. L'Association suisse des infirmières et infirmiers (ASI) espère à présent enfin obtenir des améliorations dans les urnes. «Le système de santé risque de tomber lui-même malade si l'on ne rend pas le métier plus attrayant», note Yvonne Ribl, directrice de l'ASI. Les initiants réclament davantage d'investissements dans la formation et le perfectionnement. Pour que le nombre de jeunes professionnels diplômés augmente rapidement, le salaire durant la formation doit par exemple être revu à la hausse.

L'initiative exige en outre un plus grand nombre d'employés par équipe pour garantir la qualité des soins et la sécurité des patients. Les plans de service et les horaires de travail doivent devenir plus favorables aux familles. Les infirmières et infirmiers

doivent gagner en autonomie: ils doivent pouvoir prescrire, fournir et facturer certaines prestations de leur propre chef. «Leur donner davantage de responsabilités soulagera de surcroît le corps médical», ajoute Rebecca Spirig, experte en sciences infirmières et membre du comité d'initiative.

### Contre-projet: une offensive de formation

Au plan politique, les requêtes du personnel infirmier sont entendues. Le Parlement national a approuvé un contre-projet et validé entre autres une offensive en matière de formation. Cette offensive doit être soutenue par l'État à hauteur de près de 500 millions de francs. Les cantons déboursent la même somme. Ce contre-projet ne va pas assez loin pour le comité d'initiative, qui re-

grette l'absence de mesures pour renforcer la satisfaction du personnel infirmier et le retenir plus longtemps. De même, son exigence d'augmenter les ressources en personnel dans les équipes n'est pas satisfaite. Le 28 novembre, le peuple aura le dernier mot dans les urnes.

Le Conseil fédéral et la majorité des deux Chambres du Parlement sont contre l'initiative. Ils refusent d'accorder un traitement particulier à ce groupe professionnel dans la Constitution. Les caisses-maladie la rejettent aussi. Elles s'opposent à ce que le personnel infirmier puisse prescrire lui-même certaines prestations, arguant que cela entraînerait une hausse du nombre de traitements et des coûts supplémentaires. Les partisans du projet affirment le contraire: pour eux, on économiserait du temps et de l'argent si l'on avait moins souvent besoin de prescriptions médicales. (ERU)

et la manière dont ils collaborent diffèrent fortement d'un endroit à l'autre.

On note des efforts visant à améliorer le réseau des soins de base et à le rendre plus efficace. Des cabinets communs apparaissent, surtout dans les campagnes, regroupant plusieurs groupes de métiers. Il existe aussi des modèles avec des structures extrahospitalières fortes et des transferts fluides vers les soins stationnaires, qui sont partiellement soutenus par les pouvoirs publics. «Nous avons évalué de bons exemples», souligne l'experte en soins infirmiers Rebecca Spirig. Mais il n'y a pas de volonté politique de les promouvoir et de les mettre en place à l'échelle suisse. La chercheuse de la ZHAW, Ursula Meidert, a la même impression: «De nombreuses autorités n'agissent que quand il n'est plus possible de faire autrement.»

### Certains acteurs défendent leurs propres intérêts

La complexité du système fait qu'il est difficile d'établir des connexions et d'initier des réformes profondes à long terme. La politique natio-

nale rechigne à prendre des décisions: elle se perd souvent dans des débats de principe et s'avère peu apte à trouver des compromis. Des idées d'amélioration ont déjà échoué plusieurs fois au seuil des Chambres fédérales, où des acteurs de poids – notamment le corps médical, les caisses-maladie et l'industrie pharmaceutique – ont une influence considérable. Mais le peuple aussi est souvent critique vis-à-vis des plans de réforme. En 2012, par exemple, il a rejeté un projet tendant à améliorer la coordination et la qualité des soins de base.

Les adversaires de l'innovation agitent toujours la menace d'une hausse des coûts et se font ainsi l'écho d'une préoccupation largement répandue (voir encadré «Le peuple paie le prix fort»). Des études montrent toutefois que des structures homogènes et des processus efficaces aident à couvrir les coûts. Quand la collaboration entre les différents groupes de métiers s'améliore, les employés sont en outre plus satisfaits et restent plus longtemps dans le système de santé. Rebecca Spirig, qui fait partie du comité d'initiative, espère que celle-ci stimulera aussi une coopération accrue: «Un oui permettrait de lancer des réformes non seulement dans les soins, mais aussi dans tout le système de santé.»

## Larmes historiques

L'image a suscité l'émotion bien au-delà des terrains: les larmes du jeune footballeur suisse Ruben Vargas ruisselant sur le biceps musclé de son coéquipier Xherdan Shaqiri, et derrière eux la figure paternelle de l'entraîneur de l'équipe nationale Vladimir Petkovic, qui semblait quant à lui avoir déjà digéré la fin brutale du rêve suisse d'un été.

Elle a raté son coup de peu. La Suisse avait arraché un score de 1:1 en 120 minutes à l'Espagne en quart de finale du championnat d'Europe: son accès en demi-finale dépendait désormais des tirs au but. Ruben Vargas n'est pas le seul à avoir craqué, mais son tir raté a précipité l'élimination définitive de la Suisse.

Ainsi s'est achevé un voyage fort en émotions, qui a échauffé la moitié du pays contre toute attente en juin 2021. Au début de l'Euro, la relation de la Suisse avec son équipe nationale de football multiculturelle était plutôt distante. On considérait l'équipe de Petkovic comme une brochette d'enfants gâtés accordant davantage d'importance à leurs voitures de luxe et à la couleur de leurs cheveux qu'à leur prestation sur la pelouse. Deux victoires ont suffi pour tout changer. Dans un match au suspense intense, les Suisses ont même éliminé l'arrogant favori du tournoi, la France. D'un coup d'un seul, les joueurs tant critiqués sont devenus une équipe cool aux yeux du public suisse, qui a fêté l'accès aux quarts de finale contre l'Espagne comme une victoire historique.

Historique? Après l'Euro, Vladimir Petkovic, souvent critiqué et désormais courtisé, quittait son poste d'entraîneur de l'équipe nationale et s'installait à Bordeaux. Et bientôt, on oubliait les larmes historiques de Ruben Vargas.

JÜRIG STEINER

Granit Xhaka



Xherdan Shaqiri, Vladimir Petkovic

Yann Sommer



Ruben Vargas



Silvan Widmer, Ruben Vargas



## Bernard Rappaz se voit en Winkelried du cannabis

Le chanvrier valaisan Bernard Rappaz a refait surface dans les médias à travers une enseigne dédiée au cannabis légal. Mais l'aventure a tourné court. Après la célébrité et la prison, le rebelle de Saxon s'est retiré dans le village d'Isérables. La plante à laquelle il a voué sa vie est en plein essor.

STÉPHANE HERZOG

Le nom de Bernard Rappaz est revenu à nos oreilles il y a quelques mois de cela à Genève, chez Holyweed, enseigne spécialisée dans la vente de CBD, ce cannabis sans ivresse. Un vendeur nous a fait l'éloge de ces produits suisses et bio. Et de citer le nom du célèbre chanvrier valaisan, comme associé de l'entreprise. Renseignement pris, l'engagement commercial du héraut du chanvre, ou du dealer du siècle, selon les avis, a fait long feu. «J'ai quitté l'entreprise. J'ai demandé à ce

que mon nom ne soit plus associé à cette marque», explique Bernard Rappaz.

Ce cannabis, qui a causé la perte du chanvrier de Saxon, est de retour sur la scène suisse. La production de chanvre a pris l'ascenseur grâce à la libération du CBD. Entre 2008 et 2020, la taille dédiée à cette culture est passée de 6 à 320 hectares, selon l'Union suisse des paysans. Ironiquement, la Suisse testera la distribution de marijuana, ce qui va relancer la culture de cette plante prohibée.

«Aventure» est le mot qui convient le mieux à cet enfant de Saxon, issu d'une famille paysanne, qui passa dès les années 1990 de la culture des abricots à celle du cannabis. Exposition médiatique, arrestations, prison, procès, recours: la vie de cet activiste du cannabis sativa s'est déroulée sur un rythme fou. «Rappaz? C'est un agitateur magnifique», commente le sociologue valaisan Gabriel Bender, qui cite une action menée par ce détenu parce que ses pairs ne recevaient pas suffisamment de fruits. «Nous

sommes privés de liberté, pas de desert», avait déclaré le Saxonin. «C'est un fumeur et un enfumeur», continue ce spécialiste de l'histoire locale, qui replace l'épopée de Bernard Rappaz dans celle très particulière de Saxon. Depuis les années soixante, cette commune est gérée par un parti issu de l'Union des producteurs valaisans. Elle s'est distinguée pour son soutien à des luttes syndicales contre l'afflux de produits agricoles venus d'Italie, contre la pollution par le fluor, contre l'installation de centrales hydroélectriques sur le Rhône. Dans les années 1970, Saxon, qui manquait de personnel pour les récoltes, avait vu débarquer des hippies. Créé à cette époque, le festival de Sapinhaut réunit des antimilitaristes, des anticléricaux, etc. «Tout ce qui hérissait le poil du Valais conservateur», commente Gabriel Bender. C'est dans ce contexte qu'a grandi Bernard Rappaz.

## Une retraite à Isérables

Celui qui a déclaré que le cannabis se situe entre le café et la cigarette, vit désormais dans un deux pièces du village isolé d'Isérables. L'homme dépend de son AVS. Son logis bénéficie d'une vue dégagée sur la plaine, là où, dès le début des années 1990, il commença à planter et commercialiser du cannabis. «Plus il y avait de THC, mieux c'était», admet le Saxonin, qui continue à élever des plants sur son balcon. «Les voisins, qui sont polis, me disent que j'ai de beaux géraniums.» Lors de son arrivée à Isérables, en 2016, Bernard Rappaz reçoit la visite du président de la commune, qui se méfie du personnage. Le notable commence par lui indiquer que sa voiture est mal garée. Ensuite, c'est le curé du coin, accom-

pagné par un sacristain, qui vient aux nouvelles. Les hommes boivent un verre, avant de repartir en courant pour donner la messe. Depuis, l'ex-détenu s'est intégré. Que pense l'ancien agriculteur bio du CBD et des essais de distribution de marijuana? «J'avais moi-même essayé de produire du cannabis faible en THC, mais la rentabilité était médiocre. En Valais, une petite partie du vignoble pourrait être remplacée par du cannabis. C'est une plante qui pousse facilement et sans produits phytosanitaires. Sa production doit rester suisse et naturelle.»

## Dix années en prison

Le chanvrier souligne les défauts de la culture indoor, vorace en matière d'énergie. «Je vais écrire à la Confédération pour demander à ce que le can-

nabis dédié aux essais cliniques soit estampillé de production suisse naturelle», s'enflamme le Saxonin. La lumière des médias lui manque-t-elle? «Pour le sympathisant bouddhiste que je suis, l'ego est le pire ennemi», répond-il. Comment a-t-il vécu la prison? «J'ai commencé à 19 ans, pour refus de payer la taxe militaire. En tout, j'ai dû faire 10 ans. La prison fait peur, car c'est l'inconnu, mais je m'y suis habitué.» Au pénitencier de Crêtelongue, dans la vallée du Rhône, le paysan apprenait la taille des arbres fruitiers aux détenus. L'homme a utilisé la grève de la faim comme arme. «J'ai battu tous les records, avec 120 jours sans manger.» Bernard Rappaz a aussi participé dans sa jeunesse à une attaque de banque. Bilan, 42 mois de prison.

Dans sa ferme de Charrat, nommée l'Oasis, le producteur de chanvre



**Menotté ni pour la première, ni pour la dernière fois: Bernard Rappaz avant son procès à Martigny en 2011.**

Photo d'archive Keystone

jouait avec les ambiguïtés de la loi. Son chanvre partait sous forme de coussins, de tisane, d'huile, de fibres. Des médecins signaient des ordonnances pour l'achat de produits avec THC. La roue tourne en 2006. Le Valaisan est condamné à cinq ans et huit mois de réclusion par le Tribunal d'arrondissement de Martigny pour violation grave de la loi fédérale sur les stupéfiants, mais aussi pour lésions corporelles simples, blanchiment d'argent, violation grave des règles de la circulation routière et violation de diverses lois d'assurance sociale.

Entre 1997 et 2001, selon le procureur, écrit *Le Nouvelliste*, l'agriculteur de Saxon, «le plus gros trafiquant de cannabis en Suisse», a mis en place un trafic «colossal» de stupéfiants. Durant cette période, il a ainsi de manière illicite vendu cinq tonnes de chanvre récréatif pour un chiffre d'affaires de cinq millions de francs. Rappaz disposait en outre d'un stock «gigantesque» à l'usine de Chavalon, de l'ordre de 52 tonnes représentant

une valeur marchande de 35 millions de francs.» La peine sera confirmée en appel.

### Une condamnation jugée sévère

L'ancien objecteur de conscience réfute les calculs de la justice et ne regrette rien. «J'ai consacré ma vie à défendre une plante prohibée pour de mauvaises raisons et à tester et à démontrer ses multiples usages, thérapeutiques, récréatifs, industriels.» Pour Aba Neeman, son avocat depuis 1995, «la justice valaisanne a voulu se débarrasser de lui en prononçant une longue peine car chaque fois qu'il ressortait de prison pour des faits analogues, il recommençait ses activités avec le cannabis.» À cette époque, un vent de libéralisation soufflait sur le cannabis, «mais les juges appliquent la loi et ne suivent pas les considérations politiques.» Pour quelqu'un qui se dit inspiré par Gandhi, l'accusation pour lésions corporelles étonne. L'évènement aurait consisté en une paire de claques



**Bernard Rappaz, aujourd'hui retraité, chez lui à Isérables. Il ne plante pas de géraniums sur son balcon mais, bien entendu, du cannabis.**

Photo Stéphane Herzog

### La Confédération va tester la distribution de marijuana

La Confédération est en train de superviser la mise en marche d'essais pilotes de distribution de marijuana. En 2020, la décision avait provoqué l'opposition de sénateurs UDC et PDC. «Le cannabis est plus nocif que le tabac et le nombre de personnes dépendantes est en constante augmentation, avait défendu Peter Hegglin (PDC/ZG). Des collectivités publiques vont participer à ces distributions sous l'ombrelle de l'Office fédéral de la santé publique. À Genève par exemple, l'Université a été mandatée pour mener des essais prévus pour démarrer en 2022. Les études permettront notamment d'en savoir plus sur les effets d'un accès contrôlé au cannabis sur la santé physique, psychique et sociale des consommateurs. Des tonnes de cannabis avec THC seront nécessaires. La Confédération vise des produits suisses et «si possible» bio, élevés grâce à des dérogations à la loi.

(SH)

données à une fillette lors d'un voyage effectué par Rappaz au Laos avec une amie, ce que son avocat confirme. Son client a-t-il été intoxiqué par l'argent? «Ce n'est pas quelqu'un de vénal, c'est un idéaliste. Il a tout le temps eu des dettes et il était négligent dans ses affaires», estime Aba Neeman.

Gabriel Bender relève que «Rappaz a été condamné à des années de prison pour du cannabis, tandis que le producteur de vin valaisan Dominique Giroud, condamné pour soustraction fiscale, n'en a pas fait une. C'est un système archaïque. Pour sanctifier le buveur de vin, il faut sacrifier le fumeur de chanvre.» Un journaliste genevois qui avait interviewé le Saxonin se souvient d'un personnage centré sur lui-même. «Rappaz était isolé», juge-t-il. «Je me suis mis en avant, un peu comme Winkelried», reconnaît l'intéressé.

## «Rendre audible l'harmonie intérieure»

Avec «La Barque est pleine», ouvrage publié en 1967, Alfred A. Häsler a levé le voile sur la honteuse politique menée par la Suisse en matière de réfugiés entre 1933 et 1945.

CHARLES LINSMAYER

Il aurait eu 100 ans en 2021, Alfred A. Häsler, né le 19 mars 1921 à Wilderswil (BE) et mort le 7 avril 2009 à Zurich. Aucun auteur suisse du XX<sup>e</sup> siècle ne s'est servi aussi bien que lui du journal et de la télévision pour montrer – à l'aide de grands modèles –, que l'indépendance et la fiabilité éthique sont les conditions indispensables d'une démocratie crédible. En réalisant pour le journal «Tat» et la télévision suisse des interviews de personnalités comme Karl Barth, Jeanne Hersch ou Carl-Friedrich von Weizsäcker, Alfred A. Häsler s'est imposé comme une figure marquante pour plusieurs générations.

### Le destin des réfugiés

Mais sa contribution la plus connue reste le livre «La Barque est pleine», né d'une série d'articles publiés dans le «Tat», dans lequel, en 1967, il a raconté le destin de personnes persécutées par le régime nazi, réfugiées en Suisse et plusieurs fois reconduites à la frontière, un récit qui a profondément changé l'image que la Suisse se faisait d'elle-même.

Alfred A. Häsler ne fait pas partie de ceux qui se contentèrent de dénoncer après coup l'inhumanité de la politique suisse vis-à-vis des réfugiés: en 1939 déjà, l'apprenti typographe, alors âgé de 18 ans, publiait un plaidoyer vibrant pour que la Suisse renoue avec sa politique d'asile humaniste. En 1943, alors que la censure se durcit encore, il publie son propre journal clandestin, «Stimme der Wahrheit» (Voix de la vérité). Et quand les frontières rouvrent, il est l'un des premiers Suisses à visiter, profondément bouleversé, le camp de concentration d'Auschwitz.

Assez rapidement, il a l'occasion de mettre en pratique ses engagements. Il se rend régulièrement en Europe de l'Est pour y acheminer des colis humanitaires. C'est là qu'il rencontre sa future femme, Zofia Pawliszewska, qui a sauvé un grand nombre de juifs de la répression nazie pendant l'insurrection de Varsovie. À l'heure actuelle, on ignore encore les circonstances exactes dans lesquelles Alfred A. Häsler fut arrêté en 1948 pour détournement de dons et se retrouva victime de la chasse aux communistes dans un procès clairement politique.

Quoiqu'il en soit, c'est grâce au rédacteur en chef du «Tat», Erwin Jaeckle, qu'Alfred A. Häsler ne fut pas défi-

nitivement oublié et parvint à lancer sa carrière d'intervieweur au sein du journal.

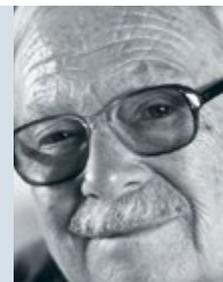
### Apprendre de l'histoire

Tout ce qu'Alfred A. Häsler a écrit, pensé, tout ce pour quoi il s'est battu, a toujours répondu à l'exigence morale qu'il s'était forgée en 1946 en découvrant les horreurs du nazisme. «À Auschwitz, je me suis fait la promesse intérieure, dira-t-il en 1997, de faire tout ce qui était en mon pouvoir d'homme d'écriture et de parole pour qu'il ne puisse plus jamais se reproduire ce qui avait pu se produire au XX<sup>e</sup> siècle au cœur de l'Europe chrétienne parce que trop d'hommes d'État et de peuples, y compris les Suisses, n'avaient rien fait pour l'éviter. Nous ne serons jamais lavés de cette faute.»

Et bien que l'homme – qui n'avait en poche rien de plus qu'un diplôme de l'école primaire –, ait entretenu des relations d'égal à égal avec les plus grands intellectuels et penseurs de son temps, il est resté fidèle à sa devise jusqu'au bout: «Je n'ai jamais eu l'intention de rédiger des biographies scientifiques ou des articles de critique culturelle. La seule chose qui m'intéressait était de peindre les hommes du temps présent et, si possible, de rendre audible l'harmonie intérieure.»

BIBLIOGRAPHIE: «La Barque est pleine», disponible en bibliothèque.

Pendant des années, Charles Linsmayer, spécialiste en littérature et journaliste, a présenté dans la «Revue Suisse» des auteurs et autrices suisses ayant vécu et écrit à l'étranger. Il élargit désormais le spectre de ses contributions en présentant aussi des écrivains et écrivaines qui se sont concentrés exclusivement sur la Suisse.



«Dans tous les cas, le souvenir – et l'histoire n'est rien d'autre que cela – doit toujours être présent et faire partie de notre vie. Du coup, bien sûr, il faut se demander ce que cela signifie pour nous aujourd'hui de savoir que des événements comme l'Holocauste et la Seconde Guerre mondiale, avec leurs ravages effrayants, dépendent jusqu'à un certain point de notre propre attitude et du fait que nous les acceptons ou les combattons. Nous devons nous le demander afin de nous soumettre non aux forces destructrices, mais aux forces créatrices pour diriger nos vies et nos décisions.»

Alfred A. Häsler dans une interview accordée au journal «Der Bund» le 6 mai 1995

# Des phénomènes extrêmes sous le signe du changement climatique

L'été 2021 est tombé à l'eau en Suisse. Soleil et chaleur ont cédé la place à la grêle et aux inondations. De tels extrêmes se multiplieront avec le changement climatique.

THEODORA PETER

Tandis que le Sud de l'Europe suffoquait sous la chaleur, la pluie n'a presque pas cessé cet été en Suisse. Les intempéries parfois violentes ont fait déborder ruisseaux, rivières et lacs. Les pompiers et la protection civile étaient sans arrêt sur le pont, empilant des sacs de sable et érigeant des digues de protection contre les inondations pour éviter le pire. En juillet, la Suisse a certes été épargnée par des catastrophes comme celles qui ont frappé l'Allemagne et la Belgique, où des crues éclair ont ravagé des vallées entières et fait des centaines de victimes. Mais il y a eu des dommages matériels à hauteur de plusieurs centaines de millions de francs. L'agriculture suisse a été rudement touchée: les légumes ont pourri sur les champs inondés. Des tempêtes de grêle ont détruit des vignobles et des vergers en quelques heures. Seul avantage de la pluie: en de nombreux endroits, les réservoirs d'eau sont à nouveau pleins, notamment le lac des Brenets, dans le Jura, encore complètement asséché en 2020. Les forêts aussi ont pu se remettre de l'impact des périodes de sécheresse antérieures.

## Le GIEC tire la sonnette d'alarme

Fortes intempéries ou vagues de chaleur: ces épisodes extrêmes se multiplieront à l'avenir, et seront même plus violents. C'est ce que montre le dernier rapport publié en août par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui rassemble 200 scientifiques de 66 pays, et parmi eux des Suisses. Depuis le rapport de 2014, il apparaît encore plus clairement que nous nous trouvons au beau milieu du changement climatique provoqué par l'être humain, et qu'il continue de s'accélérer. En sept ans seulement, la température mondiale a augmenté de 0,2 °C. Cela peut paraître infime, mais chaque hausse d'un dixième de degré provoque encore davantage d'événements extrêmes sur la planète. La Suisse est particulièrement touchée par le changement climatique, puisque les températures y ont augmenté près de deux fois plus que la moyenne mondiale. En 2018 déjà, les «scénarios climatiques pour la Suisse» détaillaient les conséquences de la poursuite effrénée du changement climatique sur le pays, et parmi elles, des intempéries plus fréquentes et plus violentes. La quantité de pluie lors d'événements extrêmes a augmenté de 12 % depuis 1901. Cela est dû au fait que l'air chaud peut absor-



ber davantage d'humidité, ce qui correspond à 6 à 7 % d'eau en plus par degré Celsius.

## Les émissions de CO<sub>2</sub> doivent baisser

On le sait: les gaz à effet de serre favorisent le réchauffement climatique. D'après le rapport du GIEC, la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère en 2019 était 47 % plus élevée qu'au début de l'ère industrielle, et plus haute que jamais au cours des deux derniers millions d'années. Le GIEC avertit que le réchauffement ne pourra être limité à moins de 2 °C (objectif des accords de Paris) que si l'on réduit drastiquement les émissions de CO<sub>2</sub> ces prochaines années et qu'on atteint zéro émission nette d'ici 2050. Mais même avec un réchauffement de «seulement» 1,5 °C, il faut s'attendre à des intempéries plus fréquentes et des vagues de chaleur «d'une ampleur inédite».

En novembre, la prochaine conférence climatique de l'ONU à Glasgow montrera à quel point la communauté internationale est prête à agir pour protéger efficacement le climat.

revue.link/klimaszenarien  
www.ipcc.ch

**En juillet, ces maisons n'étaient plus au bord du lac, mais dedans: des chutes de pluie fortes et durables ont fait monter le niveau des eaux à des valeurs extrêmes, comme ici au lac de Bienne.** Photo Keystone

# Un village très loin des frontières. Si loin que ça?

Aucune autre localité en Suisse n'est aussi éloignée d'une frontière du pays qu'Uetendorf, près de Thoun, dans le canton de Berne. S'y dessinent pourtant les nouvelles lignes de partage d'une agglomération suisse caractéristique.

JÜRIG STEINER

C'est comme si, il y a environ 14 000 ans, la nature avait tout fait pour offrir à Uetendorf un écrin particulier. À la fin de la dernière période glaciaire, le glacier de l'Aar s'est lentement retiré pour donner naissance à un paysage de collines qui ressemblent aujourd'hui à des belvédères naturels d'où l'on embrasse du regard toute la région, de la plaine de la vallée de l'Aar à la ville de Thoun. On a dans le dos

sante d'Europe, était déjà séduite par la situation d'Uetendorf. La famille patricienne des von Fischer avait fait ériger le domaine féodal d'Eichberg sur l'une des collines panoramiques d'Uetendorf. Elle pouvait ainsi échapper un peu à l'emprise de Napoléon Bonaparte, qui s'efforçait alors de réduire le pouvoir des nobles de l'Ancienne Berne.

## Dernier reste de la Suisse: le Silbermoos

C'est tout à fait par hasard que près de 200 ans plus tard, l'Office fédéral de topographie a attribué un statut exclusif à Uetendorf, celui de la localité suisse se trouvant le plus loin de toute

frontière du pays. Donnant pour ainsi dire tardivement raison à l'intuition des von Fischer quand ils installèrent leur noble lieu de retraite aussi loin que possible des influences étrangères.

Il faut franchir 69 kilomètres à vol d'oiseau pour atteindre, d'Uetendorf, la frontière nationale la plus proche: c'est plus que pour tout autre lieu de Suisse. Cela signifie que si l'on rognait la Suisse tranche par tranche parallèlement à ses frontières nationales, il resterait à la fin: Uetendorf. Ou, plus précisément, le Silbermoos d'Uetendorf, une prairie clôturée actuellement réservée à l'agriculture: tel est le dernier lieu qui subsisterait de la Suisse si celle-ci fondait à partir de ses pourtours. Juste en face du Silbermoos



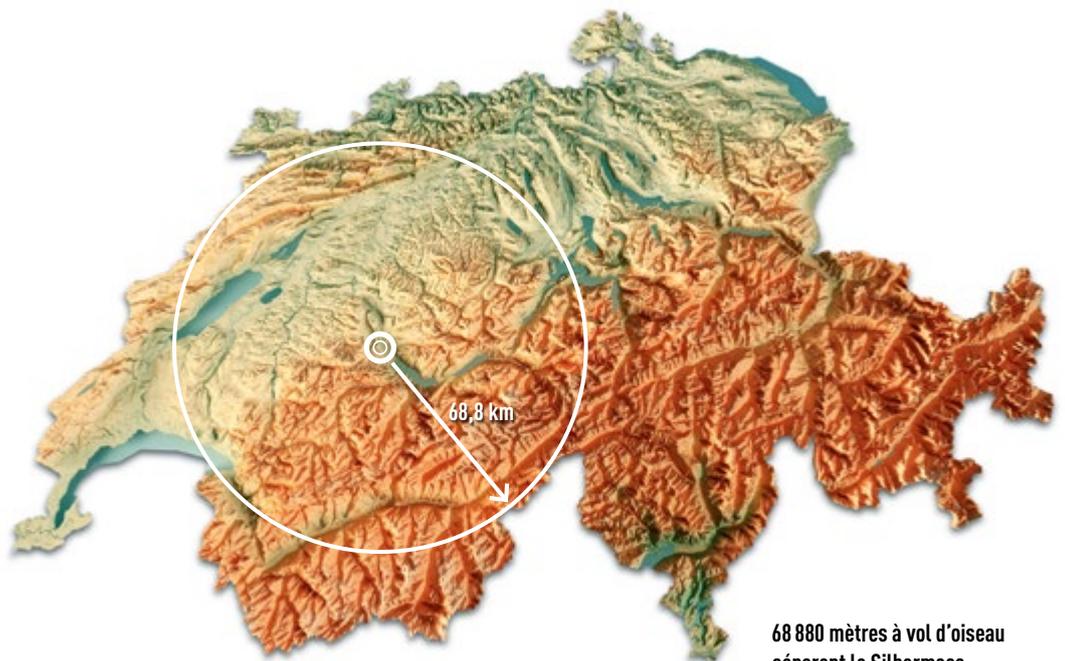
Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. Aujourd'hui: en visite dans la localité la plus éloignée des frontières de la Suisse.



Le manoir féodal du domaine d'Eichberg, construit par la famille patricienne bernoise des von Fischer.

la chaîne de montagnes escarpées du Stockhorn, et par beau temps les Alpes bernoises complètent le tableau au-dessus du lac de Thoun pour conférer à l'ensemble un caractère grandiose.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie de la ville de Berne, qui dirigeait alors la ville-État la plus puis-



68 880 mètres à vol d'oiseau séparent le Silbermoos, près d'Uetendorf, de la frontière nationale la plus proche.

se trouve un restaurant nommé «Réduit», comme la tactique que l'armée suisse aurait utilisée en cas d'attaque pendant la Seconde Guerre mondiale, et qui consiste à s'éloigner des frontières pour se retrancher dans les montagnes.

## Le fossé ville-campagne

La mention de l'éloignement des frontières d'Uetendorf et de ses 6800 habitants pourrait paraître anodine. Mais elle a le mérite d'attirer l'attention sur un village qui illustre parfaitement l'évolution du Plateau suisse. Juché sur l'une des collines de la région, si l'on porte son regard sur les rangées de maisons bien alignées de la localité fiscalement avantageuse d'Uetendorf, on peut y voir bon nombre des lignes de conflit que présente la Suisse moderne: paysage agricole limité contre agglomération débordante, village paysan tranquille contre zone industrielle bourdonnante, conservatisme rural contre dynamisme urbain. Uetendorf, si loin



**Uetendorf est une commune bien ordonnée: ici la zone résidentielle, là l'industrie, ici les terres arables, là-bas les Alpes lointaines. Quant à Hannes Zaugg (à gauche), il n'a pas tout chamboulé comme certains le craignent.** Photos DR

de la frontière nationale, est tout près d'une des frontières mentales les plus prégnantes du pays: le fossé ville-campagne, qui est devenu un facteur dominant du débat politique.

Hannes Zaugg-Graf fait de la politique sur ce terrain sensible. S'il siège depuis 2010 au Grand Conseil bernois, il a aussi présidé pendant douze ans la commune d'Uetendorf. Aujourd'hui, il est membre du parti vert/libéral. Lorsqu'il a été élu président de la commune d'Uetendorf, en 2001, il était affilié au parti socialiste (PS). Il se souvient que «certains ont cru voir la fin arriver» quand, alors âgé d'un peu plus de 30 ans, il fut le premier élu de gauche à prendre la tête d'une commune jusque-là conservatrice. Mais une fois que le jeune président, très

communicatif, eut fait ses preuves, les villageois ont éprouvé aussi un sentiment de fierté d'avoir osé opter pour la modernisation.

## Un train pour les bourgeois

À propos de modernisation: plusieurs étapes décisives ont modelé ce village supposément indolent qui, avec une part d'étrangers de 7%, se situe bien en-deçà de la moyenne nationale de 25%. Par exemple en ce qui concerne la Kander. À l'origine, la rivière se jetait dans l'Aar près d'Uetendorf. En

raison des incessantes inondations, la commune était une zone de crise et de pauvreté notoire. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, le gouvernement cantonal bernois ordonna la déviation de la Kander dans le lac de Thoune, permettant ainsi de faire des marais d'Uetendorf une terre agricole de premier ordre et un village paysan prospère.

L'avancée suivante s'est faite au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec la construction du chemin de fer à travers la vallée de la Gürbe. En réalité, il aurait dû mener de Berne à Thoune par la vallée de Stocken. Mais sous l'influence des bourgeois de Berne résidant à Eichberg, les maîtres d'œuvre décidèrent de changer leurs plans, et la nouvelle ligne ferroviaire bifurqua vers Uetendorf.

## Une culture conviviale bien ancrée

Plus tard, la connexion ferroviaire provoqua un boom local. Quand, après la Seconde Guerre mondiale, l'économie suisse prit son essor et que l'usine métallurgique thounoise Selve voulut s'étendre, la zone industrielle d'Uetendorf, parfaitement desservie, s'avéra l'endroit idéal. La

fermeture de Selve au début des années 1990 – elle appartenait alors au financier Werner K. Rey, qui fit faillite – ne fut qu'une brève secousse. La zone industrielle d'Uetendorf, paradis pour les pendulaires grâce à la sortie d'autoroute toute proche, ne tarda pas à trouver d'autres occupants. Aujourd'hui encore, elle ne désemplit pas.

«Bien qu'Uetendorf fasse partie de l'agglomération de Thoune, le village n'a pas perdu son caractère», relève Hannes Zaugg. Notamment parce qu'on y parvient, dit-il, à aplanir les barrières idéologiques entre conservateurs et progressistes dans la politique locale. Par exemple en appliquant, en matière d'urbanisme, le principe de densification vers l'intérieur afin de protéger le paysage agricole et de limiter la croissance du nombre d'habitants et des recettes fiscales. Le fait que les habitants d'Uetendorf se saluent quand ils se croisent a même été intégré, d'après Hannes Zaugg, au concept culturel local.

## Du schlager de la zone industrielle

Cette approche légère du fossé ville-campagne est aussi celle de Ro-



Il a ses racines à Uetendorf, mais rêve de contrées exotiques: le groupe de schlager Calimeros avec son leader Roland Eberhart. Photo PD

land Eberhart, fondateur et leader du groupe de *schlager* Calimeros, «connu dans toute l'Europe», précise-t-il. Roland Eberhart a grandi à Uetendorf. Il s'est mis à la chanson pour la première fois en 1976 lors d'une soirée du club de hockey sur glace local, et cela a été le début d'une carrière spectaculaire de plus de 40 ans. Les Calimeros sortent presque chaque année encore un nouvel album: sur le dernier, ils chantent par exemple leur attrait pour les destinations exotiques comme les Bahamas.

Le studio des Calimeros se trouve au cœur de la zone industrielle d'Uetendorf. De gros poids lourds vont et viennent juste à côté et, sur le parking, les Calimeros organisent chaque année leur légendaire concert *open air*. Roland Eberhart, qui a l'âme créative, aime ce lieu pour son activité bruyante mais aussi, quand il jette un coup d'œil par la fenêtre de son bureau ou qu'il va faire un tour à vélo, pour ses paisibles champs de céréales, ses arbres caressés par le vent et la magnificence des sommets alpins. «Ce mélange m'inspire beaucoup», révèle le chanteur. Qui ne se fixe absolument aucune frontière.



Elle a l'air d'une vieille église bernoise de campagne, mais elle est relativement récente puisqu'elle date de 1954: l'église d'Uetendorf.

Photo [www.uetendorf.ch](http://www.uetendorf.ch)

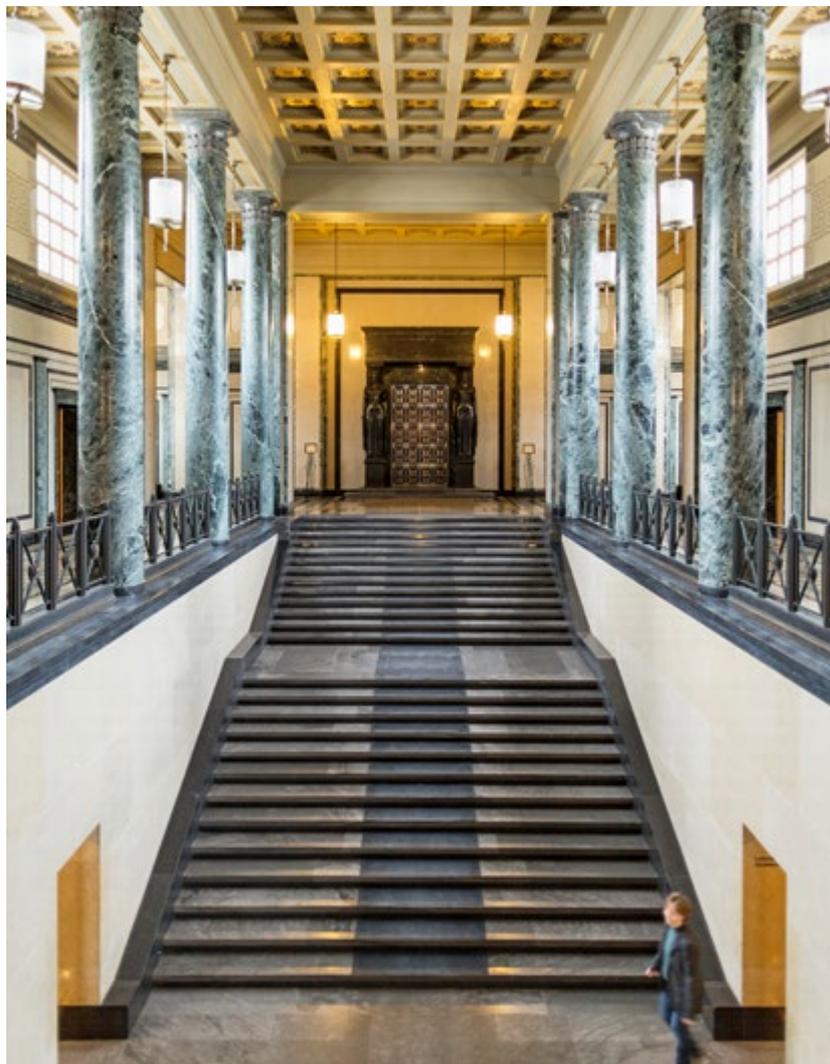
# L'indépendance de la justice en question

Les candidats au poste de juge fédéral en Suisse doivent adhérer à un parti politique. Cela soulève des questions sur la séparation des pouvoirs dans l'État fédéral. L'initiative sur la justice, qui sera en votation le 28 novembre, exige des changements radicaux.

THEODORA PETER

Le Tribunal fédéral de Lausanne est la plus haute instance judiciaire de la Confédération. C'est lui qui tranche en dernière instance sur le bien-fondé des décisions de justice et l'interprétation des lois qui impactent la vie de millions de citoyens en Suisse. En tant que troisième pouvoir de l'État fédéral, le pouvoir judiciaire n'est subordonné qu'à la loi. Les juges fédéraux sont élus par l'Assemblée fédérale des Chambres réunies. Lors de leur désignation, le pouvoir législatif tient volontairement compte du poids des partis politiques. On entend ainsi garantir que la juridiction suprême représente équitablement la société et possède une légitimité démocratique.

L'entrée ornée de marbre du Tribunal fédéral à Lausanne: des juges tirés au sort et non plus élus graviront-ils ces marches bientôt? Photo Keystone



Cette loi non écrite – une sorte d'accord tacite – a néanmoins pour conséquence que tous ceux qui souhaitent embrasser une carrière de juge en Suisse doivent adhérer à un parti politique. En contrepartie, les juges sont tenus de verser une obole annuelle à «leur» parti. Cette somme fluctue entre 3000 et 10 000 francs par an selon les partis, pour un salaire de juge fédéral de 365 000 francs. Cette spécificité suisse est critiquée par la communauté internationale depuis belle lurette: le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) considère que cet «impôt de parti» viole le principe de l'indépendance des magistrats. La Suisse justifie cette tradition historique notamment par le fait qu'elle ne prévoit, contrairement à d'autres pays, aucun financement des partis politiques par l'État.

## Les juges qui déplaisent sont punis

Le GRECO critique en outre le fait que les juges fédéraux doivent être réélus tous les six ans par le Parlement. Ce procédé favoriserait le risque d'une non-réélection pour des motifs politiques. Et en effet, les juges qui déplaisent sont régulièrement «punis» en Suisse. À l'automne 2020, l'UDC a émis une recommandation de non-réélection à l'égard de son propre juge fédéral Yves Donzallaz, dont les prises de position contredisaient la ligne du parti. En 2015, le magistrat avait pris part à un arrêt du Tribunal fédéral plaçant l'accord de libre-échange avec l'UE au-dessus de l'initiative «Contre l'immigration de masse» de l'UDC, acceptée par le peuple. Finalement, Yves Donzallaz a tout de même été réélu confortablement par le Parlement, même sans les voix de «son» UDC.

L'affaire des crucifix a fait couler beaucoup d'encre en 1990: dans un arrêt de principe, le Tribunal fédéral avait banni le crucifix, symbole religieux, des écoles. Des cercles catholiques ont vu là un acte de persécution des chrétiens. Les juges fédéraux impliqués ont certes été réélus, mais non sans avoir été «réprimandés» par un faible nombre de voix.

## L'initiative souhaite une élection par tirage au sort

Il y a bien longtemps que les liens entre la politique et les juges suprêmes gênent l'entrepreneur Adrian Gasser. Il est l'auteur de l'initiative sur la justice qui passera en votation le 28 novembre et qui exige un changement radi-

cal, à savoir que les juges fédéraux ne seraient désormais plus désignés par le Parlement, mais par tirage au sort. Ainsi, ils n'auraient plus de comptes à rendre à aucun parti et gagneraient en indépendance. Les candidatures seraient seulement soumises à un examen d'admissibilité par une commission spécialisée mise en place par le Conseil fédéral. Par ce changement de système, l'initiateur souhaite éviter que les tribunaux deviennent «lentement mais sûrement l'instrument des partis politiques». Dans l'Antiquité déjà, les Grecs utilisaient le procédé du tirage au sort pour lutter contre les tentatives de corruption ou d'influence.

La proposition d'Adrian Gasser trouve peu d'échos favorables dans les milieux politiques. Tant le Conseil fédéral que le Parlement recommandent à l'unisson et sans contre-projet de rejeter l'initiative populaire. Pour ses opposants, laisser le hasard décider du choix des juges affaiblirait la légitimité démocratique de la justice et, ainsi, l'acceptation des arrêts du Tribunal fédéral par la population. Si le système actuel n'est pas parfait, concède le président de la Commission judiciaire du Parlement, le conseiller aux États Andrea Caroni (PLR/AR), le «système immunitaire institutionnel» est toujours parvenu à faire échec aux tentatives d'influence, comme l'a montré récemment encore le cas Donzallaz.

La plupart des personnes concernées rejettent elles aussi le tirage au sort. L'association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) considère toutefois que des améliorations sont nécessaires. Ainsi, l'introduction d'une élection unique pourrait enrayer les tentatives de pression politique qui apparaissent avec les réélections périodiques. Ce principe est déjà appliqué dans le canton de Fribourg, où juges et procureurs sont élus pour une durée indéterminée, tout en pouvant être destitués pour de justes motifs. Du point de vue de l'ASM, la suppression du reversement d'une partie du salaire des juges aux partis politiques serait aussi «un signal clair en faveur de leur indépendance». Néanmoins, le Conseil fédéral et le Parlement ne veulent pas entendre parler d'un contre-projet à l'initiative sur la justice. Le peuple aura donc le dernier mot dans les urnes.

Initiative sur la justice:  
<https://www.justiz-initiative.ch/fr/startseite.html>

## Du temps avec papa!

# 78

La grande majorité des pères suisses disent aimer accorder du temps à leurs enfants. Nous voulons bien les croire. Il n'en reste pas moins que 78 % des pères d'enfants âgés de zéro à trois ans travaillent à plein temps en Suisse. Seuls 2 % consacrent vraiment beaucoup de temps à leur progéniture en endossant le rôle d'homme au foyer.

# 97

La répartition des tâches familiales est plus aisée quand hommes et femmes reçoivent le même salaire pour le même travail. D'après l'Université de Saint-Gall, c'est le cas dans 97 % des entreprises suisses, qui versent des salaires équitables aux femmes. Notons toutefois que seules les entreprises de plus de 100 employés ont été interrogées et qu'elles ont pu préparer les chiffres elles-mêmes.

# 1512

Nous ne devrions peut-être pas mettre trop vite de côté les statistiques du Bureau fédéral de l'égalité, qui dessinent un tout autre tableau: concrètement, les hommes gagnent en moyenne 7968 francs pour un plein temps en Suisse, contre 6456 pour les femmes. Une bonne partie de cette différence salariale de 1512 francs est «inexplicable», autrement dit discriminatoire.

# 25

Dans les statistiques rarement consultées des albums photo, on voit qu'en 2020, jusqu'à 25 % d'albums en plus ont été créés, commandés, imprimés et livrés selon les fournisseurs. Le confinement a donné du temps aux gens pour se plonger dans leurs souvenirs. Entre-temps, les mêmes fournisseurs se plaignent d'un net recul des commandes: toutes les photos de mariage et de vacances de l'année 2020 attendent encore d'être couchées sur papier...

# 13

Avec les 13 médailles olympiques que l'équipe suisse a ramenées de Tokyo, la Suisse se classe au 24<sup>e</sup> rang du classement par pays. Pour un meilleur résultat, il faut changer de calcul: si l'on comptabilise le nombre de médailles par rapport au nombre d'habitants, la Suisse atteint le 15<sup>e</sup> rang: elle a remporté une médaille pour 660 000 Suisses.

# D'étudiante à artisane

Educatiosuisse conseille les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger qui viennent pour leur formation en Suisse. Melina Mutti figure parmi ceux-ci. Elle nous raconte son nouveau départ en Suisse.

«J'ai grandi en France, pas si loin de ma Suisse natale que je regardais de ma fenêtre et qui était là, de l'autre côté du lac Léman. Il y a quelque chose d'étrange à grandir hors de son pays car on a beau s'y identifier, on se sent aussi différent de lui. On n'est ni vraiment d'ici, ni vraiment de là-bas. Néanmoins, on trouve dans cet étrange mariage des opportunités et des expériences de vie riche de sens et de rencontres.

Née de deux parents bilingues français-allemand, j'ai toujours eu la chance de garder un lien profond avec mon pays d'origine en parlant le suisse-allemand. J'ai quitté le pays et son canton de Berne à sept ans pour revenir à 21 ans en 2015. En effet, après avoir fait deux ans d'université en France sans grande conviction, j'étais à la recherche d'un sens à donner à ma vie professionnelle. Je me sentais incapable de faire quelque chose de beau et d'utile de mes mains, ce qui m'a



«Pour que les choses se passent bien», dit Melina Mutti, «il faut souvent de l'aide lors des changements.»  
Photo DR

leures décisions de ma vie mais aussi une des plus difficiles. Heureusement, mon intégration au Tessin s'est déroulée facilement et au terme des deux ans d'études, j'étais tout à fait bilingue et bien entourée par mes amis tessinois.

Six ans plus tard, je ne regrette toujours pas ce virage à 180 degrés dans ma vie. Bien sûr, les grands changements ne viennent jamais seuls et on a souvent besoin d'un coup de main pour que tout roule. Au cours de toutes ces années, ma famille et moi, avons toujours reçu le soutien de la Suisse par ses institutions et par la communauté suisse de l'étranger.

Aujourd'hui, je suis fière d'enseigner aux futurs apprentis créateurs et apprenties créatrices de vêtements de l'école qui m'a formée. Grâce aux bourses d'études de mon canton d'origine Berne et aux collaboratrices d'educatiosuisse qui m'ont accompagnée tout au long de ces années, j'ai pu me former, trouver ma voie et par mon métier, donner un sens à ma vie. Aujourd'hui, je suis heureuse de participer à la formation professionnelle de jeunes femmes et jeunes hommes et peut-être aussi de leur permettre de trouver leur voie.»

Des témoignages de jeunes suissesses et suisses de l'étranger sont publiés régulièrement sur la page Facebook d'educatiosuisse et sur [www.educatiosuisse.ch](http://www.educatiosuisse.ch). (RG)

educatiosuisse, formation en Suisse,  
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, SUISSE  
Tél. +41 31 356 61 04; [info@educatiosuisse.ch](mailto:info@educatiosuisse.ch);  
[www.educatiosuisse.ch](http://www.educatiosuisse.ch)



## Les cotisations d'abonnement à titre volontaire renforcent la «Revue» sur papier

Les lecteurs qui apprécient particulièrement l'édition imprimée peuvent s'y abonner de manière volontaire. Le soutien ainsi exprimé renforce notre capacité à proposer sur le long terme la «Revue» sous forme imprimée – et avec la qualité habituelle. Les coordonnées bancaires pour le virement des cotisations d'abonnement à titre volontaire sont les suivantes (veuillez noter que les chèques ne peuvent pas être encaissés):

IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8  
Banque: Banque cantonale bernoise  
Bundesplatz 8, CH-3011 Berne  
BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire:  
BCBE Berne, compte n° 16.129.446.0.98  
Organisation des Suisses de l'étranger  
À l'attention de Monsieur A. Kiskery  
Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne  
Référence: Support Swiss Review  
Paiements par PayPal: [revue@daso.ch](mailto:revue@daso.ch)

 educatiosuisse  
Téléphon +41 31 356 61 04  
[info@educatiosuisse.ch](mailto:info@educatiosuisse.ch)  
[www.educatiosuisse.ch](http://www.educatiosuisse.ch)

poignée, paradoxalement, à me tourner vers un métier artisanal. J'ai ainsi atterri à l'École de Couture du Valais pour effectuer un apprentissage de styliste spécialisée dans les vêtements pour femme. D'étudiante en linguistique arabe, je suis passée à apprentie artisane. Pour une «intellectuelle», le métier ne semblait pas si compliqué à première vue, mais il a fallu que je m'accroche bien plus que je ne l'avais cru pour arriver après trois ans à boucler avec succès ma nouvelle formation. Ensuite, j'ai décidé d'approfondir mes connaissances dans une école supérieure et de devenir technicienne en textile ES. Deux choix s'offraient à moi: Zurich ou Lugano. Sans savoir parler un mot d'italien, j'ai choisi de partir pour Lugano et de fréquenter l'École supérieure pour technicien/technicienne en textile (STA – Scuola specializzata superiore di abbigliamento e design della moda). C'est sans doute une des meil-

# Filippo Lombardi succède à Remo Gysin

À la fin août, Remo Gysin a quitté son poste de président de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE). Pour lui succéder, le Conseil des Suisses de l'étranger a choisi l'ancien conseiller d'État tessinois Filippo Lombardi.

MARC LETTAU

Le Conseil des Suisses de l'étranger, ou «Parlement de la Cinquième Suisse», n'a laissé planer aucun doute à sa séance du 20 août: il a élu très clairement le Tessinois Filippo Lombardi pour succéder à l'ancien conseiller national Remo Gysin (SP, BS), qui a quitté son poste de président de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) après l'avoir occupé pendant six ans. Filippo Lombardi n'est pas un inconnu à l'OSE, puisqu'il en assurait jusqu'ici la vice-présidence. Le nouveau président connaît donc bien les questions à l'ordre du jour. Ayant contribué à préparer le terrain à la loi sur les Suisses de l'étranger, en vigueur depuis 2015, il est très au fait des préoccupations des 776 300 citoyens suisses vivant actuellement hors de nos frontières. Filippo Lombardi est aujourd'hui conseiller municipal de Lugano. Il a représenté le PDC (désormais: «Le Centre») jusqu'en 2019 au Conseil des États, où il a siégé pendant dix ans.

## La relation entre la Suisse et l'UE reste un défi

Lors du passage de témoin, le président sortant Remo Gysin a fait part de sa gratitude. Il s'est dit reconnaissant pour les rencontres enrichissantes avec tous les Suisses de l'étranger, qui l'ont impressionné par leur «mélange fascinant de sentiments patriotiques pour la Suisse et d'ouverture au monde». Il a déclaré transmettre à son successeur «une OSE tenant bien le cap», mais aussi des défis de taille. Filippo Lombardi devra ainsi se pencher sur les conséquences de l'échec des négociations sur un accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne (UE) pour les 434 000 Suisses vivant au sein de l'UE. À ce sujet, Remo Gysin a déclaré regretter l'absence de stratégie du Conseil fédéral: «Nul ne sait ce que veut à présent le gouvernement». Filippo Lombardi a reconnu que la relation entre la Suisse et l'UE occuperait certainement le début de sa présidence. Il a noté qu'il ne dicterait pas au gouvernement suisse l'orientation de sa politique européenne, mais qu'il lui demanderait de prendre au sérieux la situation des Suisses vivant dans l'UE, de sorte à ce qu'ils n'aient pas à subir de dé-



sagrèments à court ou à long terme. Le nouveau président a relevé que la Suisse fait d'ores et déjà face à certaines restrictions sensibles dans le domaine de la formation («Erasmus») et de la recherche («Horizon»). Le vote électronique constitue le deuxième thème clé aux yeux de Filippo Lombardi, car sans e-voting, il est impossible pour bon nombre de citoyens de l'étranger de participer aux votes et aux élections en Suisse: la voix de la «Cinquième Suisse» n'a donc pas le poids qu'elle mérite. Le Tessinois pense également que la représentativité du Conseil des Suisses de l'étranger doit être améliorée. Le vote électronique pourrait, là aussi, s'avérer utile.

Le Conseil des Suisses de l'étranger nouvellement élu (voir page suivante) a pris deux résolutions: il demande au gouvernement suisse d'élaborer une «stratégie claire et transparente» pour préserver «les acquis de la libre circulation des personnes» entre la Suisse et l'UE. Et il requiert que tous les certificats de vaccination établis à l'étranger soient reconnus en Suisse dans la mesure où un vaccin reconnu par l'OMS a été utilisé.

revue.link/euresolution et: revue.link/omsresolution

**Le nouveau président de l'OSE, Filippo Lombardi, considère comme prioritaires le thème Suisse-UE et la réintroduction du vote électronique.**

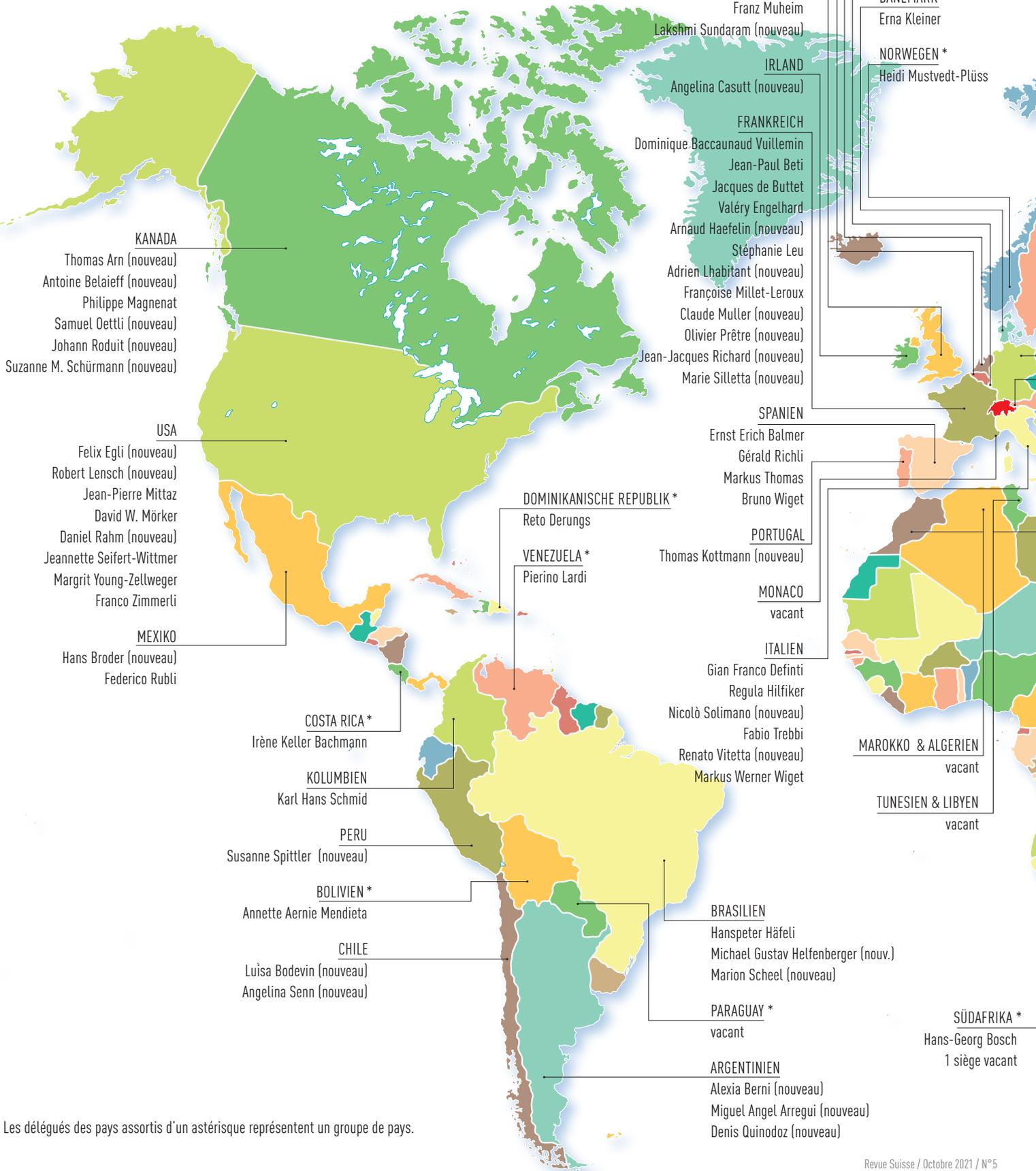
Photo Marc Lettau

Organisation des Suisses de l'étranger  
Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne  
Téléphon +41 31 356 61 00  
info@swisscommunity.org | www.swisscommunity.org

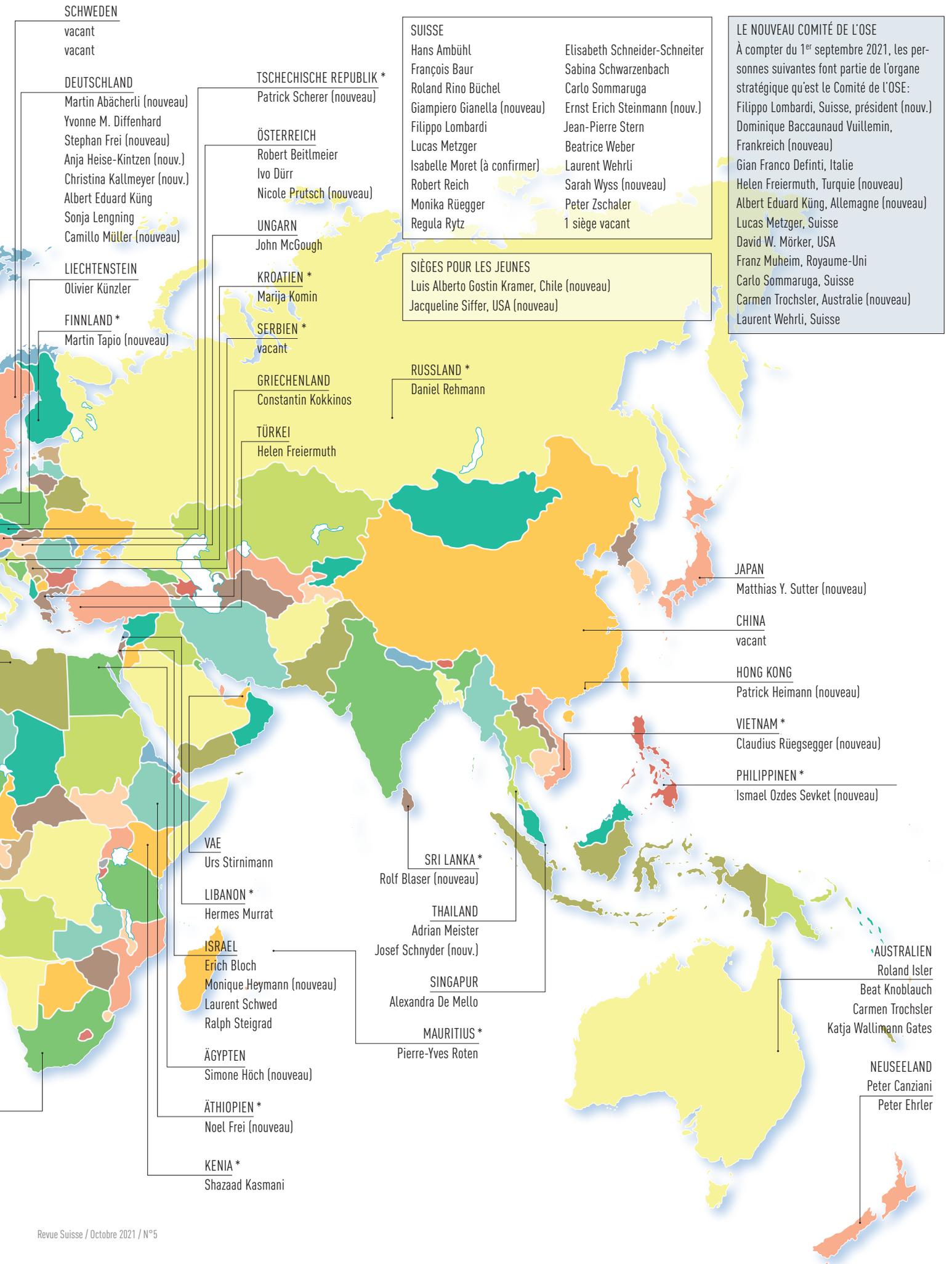
**Swiss  
Community**

# Le Conseil des Suisses de l'étranger renouvelé

Ils sont la voix politique de la «Cinquième Suisse» et défendent ses intérêts: ce sont les membres du Conseil des Suisses de l'étranger élus pour la période 2021–2025. Un bon tiers des membres de l'étranger siègent pour la première fois au sein du Conseil. Et la part de femmes atteint à nouveau près d'un tiers.



\* Les délégués des pays assortis d'un astérisque représentent un groupe de pays.



# La voix des jeunes Suisses de l'étranger

Débats animés et formations pratiques ont émaillé le tout premier congrès des jeunes Suisses de l'étranger, montrant clairement que la participation politique les intéresse.

MARC LETTAU

Bien entendu, les participants au premier congrès des jeunes Suisses de l'étranger n'auraient rien eu contre une rencontre en chair et en os: mais l'événement a pris – comme beaucoup d'autres aujourd'hui – une tournure toute virtuelle. Son format s'est toutefois révélé une aubaine, car il a permis à des jeunes des quatre coins du monde – de la France à l'Australie en passant par le Sri Lanka et le Chili – de se livrer à des échanges animés sans grever leur jeune budget de frais de voyage excessifs.

## Au cœur des débats: le droit de vote à 16 ans

La participation politique était l'un des thèmes centraux du congrès du 15 juillet, organisé par le Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) avec le soutien du Youth Parliament of Swiss Abroad (YPSA). Jacqueline Siffer (États-Unis), présidente de l'YPSA, a mis sur la table la question abordée dans le dernier numéro de la «Revue Suisse»: les jeunes de 16 ans sont-ils assez mûrs pour faire de la politique, autrement dit pour voter?

Cette question agite actuellement la Suisse, où le canton de Glaris a déjà introduit le droit de vote à 16 ans. Un abaissement général du droit de vote de 18 à 16 ans concernerait aussi les jeunes Suisses de l'étranger. L'idée est-elle susceptible de rassembler une majorité? L'avenir le dira.

Au congrès des jeunes, les discussions ont été semblables à celles qui ont lieu parmi les jeunes en Suisse: le spectre des opinions s'est avéré large. Leur grand intérêt pour la participation politique est incontestable. Les participants au congrès favorables au droit de



**Jacqueline Siffer**  
a conduit les débats  
avec brio



**Marie Bloch**  
juge que le congrès est  
une réussite



**Melanie Oesch**  
a jodelé pour le jeune  
public du congrès



**Mona-Lisa Kole**  
éclaire les jeunes  
avant les votations

vote à 16 ans ont avancé que les jeunes d'aujourd'hui sont actifs depuis longtemps sur le plan politique, par exemple en ce qui concerne la politique climatique. Si l'on tenait compte de leur voix, on obtiendrait une image plus complète de la société: «Souvent, les adolescents ont un autre point de vue sur les choses.» De surcroît, ils sont tout particulièrement concernés par les décisions portant sur l'avenir à long terme. En fin de compte, la maturité des jeunes de 16 ans ou de 18 ans n'est pas fondamentalement différente. Cela parle en faveur d'un abaissement de l'âge du droit de vote.

Les participants au congrès plus sceptiques ont soutenu l'argument que leur réalité quotidienne n'a pas grand-chose à voir avec celle de la Suisse. Nombre d'entre eux vivent dans des pays dans lesquels on ne vote pas régulièrement, contrairement à la Suisse et ses quatre week-ends de votation annuels. Beaucoup ne se sentent pas encore prêts pour se prononcer sur des votations complexes, évoquant un manque de maturité et le risque de se laisser influencer.

## Voter au cas par cas

Bilan des débats contradictoires: l'abaissement de l'âge du droit de vote est une bonne option puisqu'il n'est pas obligatoire de voter en Suisse. Les jeunes s'intéressent à un sujet voteront, les autres s'abstiendront. Hypothèse lancée par l'assemblée: si l'on abaisse l'âge du droit de vote, les jeunes s'intéresseront probablement davantage aux débats politiques: «Cela les encouragerait à approfondir les questions importantes.» Reste un défi: la complexité des documents de vote. Mais cette plainte

est aussi émise en Suisse par ceux qui n'ont plus 16 ans depuis longtemps.

## Easyvote pour les débutants

Effectivement, les documents de vote suisses ne sont pas des modèles de clarté. Au congrès des jeunes, Mona-Lisa Kole est intervenue à ce sujet. Elle a présenté le projet Easyvote, qui a pour but de faciliter la participation politique des 18 à 25 ans. D'une part, Easyvote soutient les parlements suisses des jeunes. D'autre part, une brochure aux formulations très claires sera publiée sur les objets de vote avant chaque scrutin fédéral.

## Le paysage de la formation en Suisse

Lors du congrès, la directrice d'éducation suisse, Barbara Sulzer Smith, a également attiré l'attention du public sur l'offre de formation innovante, diversifiée et très perméable de la Suisse. Et les étudiants de «Junior Entreprise Genève» ont prodigué des conseils pour l'entrée dans le monde du travail. Par exemple: comment présenter une candidature parfaite pour répondre aux offres d'emploi en Suisse. Melanie Oesch, du groupe de musique folklorique «Oesch's die Dritten», a quant à elle révélé certains secrets de l'art du jodel et, avec le concours de sa famille, a offert aux participants un bon moment de divertissement.

Marie Bloch, la responsable du Service des jeunes de l'OSE, tire un bilan extrêmement positif du congrès: «Nous avons pu approfondir nos contacts avec les jeunes et sentir leur intérêt et leur enthousiasme.» Le congrès des jeunes 2022 est d'ores et déjà en préparation.

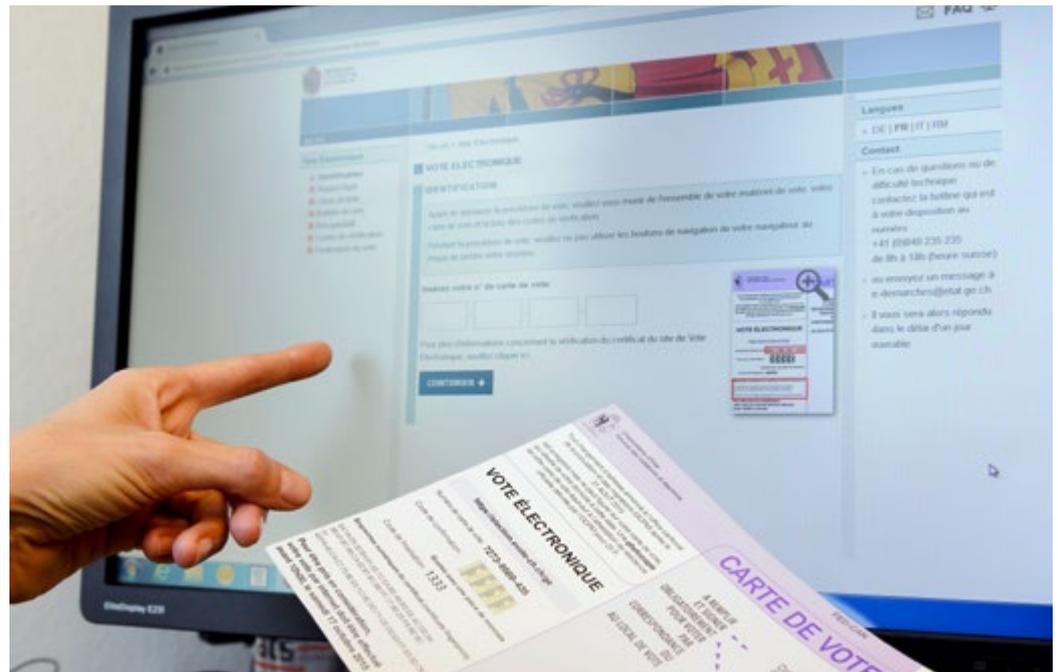
# Vote électronique: les travaux de restructuration avancent

Depuis la mi-2019, il n'est plus possible de voter par voie électronique en Suisse. Les électeurs de la «Cinquième Suisse» sont particulièrement impactés par la suspension de l'e-voting. Mais les travaux de restructuration de la phase d'essai du vote électronique avancent. Les maîtres-mots sont «sécurité» et «transparence».

Les exigences posées au vote électronique dans le droit fédéral sont actuellement remaniées et le Conseil fédéral a conduit une procédure de consultation à ce sujet. La reprise des essais sera soumise à de nouvelles conditions et des mesures propices à la sécurité seront mises en œuvre.

Des experts scientifiques ont été associés à cette restructuration dans le cadre d'un vaste dialogue. À l'avenir, les systèmes devront pouvoir être soumis à un contrôle public continu, et les informations nécessaires à cet effet seront publiées (code source, documentation, rapports d'audit, information concernant d'éventuelles failles). Des programmes de bug bounty sont en cours : les avis judicieux seront ainsi récompensés financièrement. Sur mandat de la Confédération, des experts indépendants examinent si les exigences de sécurité sont respectées. Le but est d'établir un processus d'amélioration continu. La collaboration avec les milieux scientifiques continuera d'être renforcée pour soutenir ce processus.

À l'avenir, seuls les systèmes d'e-voting entièrement vérifiables



pourront être utilisés. Pourront participer aux essais d'e-voting au maximum 30 % des votants pour chaque canton et 10 % pour toute la Suisse. Le vote électronique pourra être proposé avec accès privilégié, c'est-à-dire sans être comptabilisé dans le calcul des pourcentages maximaux, non seulement aux Suissesses et Suisses de l'étranger, mais aussi aux électeurs en situation de handicap.

La Confédération, les cantons et le fournisseur du système, la Poste Suisse, mettent déjà en œuvre les nou-

velles exigences en vue d'une reprise aussi rapide que possible des essais. La révision des bases légales ne changera rien à la répartition des compétences juridiques. Les cantons continueront de décider s'ils veulent proposer le vote électronique à leurs électeurs et avec quel système, alors que la Confédération fixera le cadre juridique et délivrera les autorisations. (CF)

**Une image du passé: la carte et le code pour accéder au système genevois d'e-voting, débranché en 2019. La Confédération travaille actuellement à la restructuration du vote électronique.**

Photo Keystone

## HELPLINE DFAE

☎ en Suisse +41 800 24 7 365  
 ☎ à l'étranger +41 58 465 33 33  
 E-Mail: [helpline@eda.admin.ch](mailto:helpline@eda.admin.ch)  
 Skype: helpline-eda

## Conseils aux voyageurs

[www.eda.admin.ch/voyages](http://www.eda.admin.ch/voyages)  
 ☎ en Suisse +41 800 24 7 365  
 ☎ à l'étranger +41 58 465 33 33  
[www.twitter.com/travel\\_edadfae](https://www.twitter.com/travel_edadfae)

## Travel Admin

Online-Registrierung von Auslandsreisen  
 Enregistrement en ligne de voyages à l'étranger  
 Registrazione quando si viaggia all'estero  
 Online Registration when travelling abroad

# De nouveaux modes de distribution pour le matériel de vote?

Les Suissesses et Suisses de l'étranger ne peuvent voter que lorsque leur matériel de vote leur parvient à temps. Mais la distribution, d'autant plus pendant la pandémie, représente un défi logistique de taille. La Confédération et trois cantons examinent par conséquent de nouveaux modes de distribution.

Pour examiner la possibilité d'une distribution moins tardive du matériel de vote, l'envoi de celui-ci par courrier diplomatique a fait l'objet d'un essai dans le cadre d'un projet pilote à l'occasion de la votation populaire du 13 juin 2021. Un sondage a accompagné cet essai. La Chancellerie fédérale et la Direction consulaire du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ainsi que trois cantons – Argovie, Tessin et Genève – y ont participé. Le projet pilote se fonde sur un postulat du conseiller national Andri Silberschmidt (PLR, ZH).

Près de 1600 Suissesses et Suisses de l'étranger vivant en Australie, au Brésil et en Thaïlande et politiquement domiciliés dans les cantons d'Argovie, du Tessin et de Genève ont été invités à participer au sondage. Le matériel de vote a été envoyé à la première moitié des votants interrogés à l'étranger par la Poste Suisse, comme d'ordinaire. L'autre moitié l'a reçu, à titre d'essai, via la représentation suisse du pays concerné. Une fois remplis, les bulletins de vote ont été réexpédiés comme d'habitude par les électeurs directement à leur commune de vote, sans passer par les représentations suisses.

La participation au sondage s'est élevée à près de 20 %. Les données du sondage ainsi que les retours d'information des autorités concernées doivent à présent être rassemblés et analysés. La comparaison des deux modes d'envoi est censée renseigner sur l'efficacité et le coût de l'expédition par courrier diplomatique. Après l'évaluation des données, il sera décidé si d'autres essais doivent être réalisés dans le cadre du projet pilote.

Le postulat d'Andri Silberschmidt charge le Conseil fédéral d'examiner le recours au courrier diplomatique dans le cadre d'un projet pilote, mais aussi de voir si d'autres ajustements sont nécessaires dans l'envoi du matériel de vote relatif aux scrutins fédéraux aux Suissesses et Suisses de l'étranger. Le Conseil fédéral va présenter jusqu'au printemps 2023 au plus tard, une analyse approfondie du projet pilote ainsi qu'une réflexion sur d'autres possibilités d'amélioration sous la forme d'un rapport en réponse au postulat. (CF)

## Coup d'œil en coulisses

À la recherche de nouveaux modes de distribution pour le matériel de vote (voir texte principal), on a également eu recours au courrier diplomatique en juin. Mais qu'est-ce qu'un courrier diplomatique?

Le courrier diplomatique est la plaque tournante de la circulation des documents et des marchandises entre la centrale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) à Berne et les représentations de la Suisse à l'étranger. L'usage du courrier diplomatique se fonde sur la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires de 1961, qui est entrée en vigueur en 1964.

La valise diplomatique achemine la correspondance officielle entre la représentation diplomatique du réseau étranger et le ministère des affaires étrangères du pays accréditant ainsi qu'entre les autres missions et consulats du pays accréditant. Elle jouit d'un statut d'inviolabilité et ne doit être ni ouverte ni retenue par les organes de contrôle pendant son transport.

C'est la centrale du DFAE à Berne qui se charge de préparer la valise diplomatique contenant la correspondance diplomatique et de la déclarer. Conformément aux dispositions de la Convention de Vienne, la valise diplomatique ne peut contenir que des documents diplomatiques ou des objets à usage officiel. La valise diplomatique est emballée dans un sac ou un autre contenant scellé par un plomb et portant une marque extérieure visible de son caractère. Elle est ensuite expédiée à l'étranger par courrier postal ordinaire ou par des services de courrier comme DHL.

Le courrier diplomatique à Berne traite chaque année plus de 18 000 envois diplomatiques entrants et sortants. Tous ces envois représentent un poids d'environ 160 tonnes. (KD)



❶ La halle du courrier du DFAE, où la correspondance diplomatique est soigneusement emballée.

❷ Le suivi administratif est considérable: tous les envois sortants sont consignés.

❸ La valise diplomatique ici emballée dans un sac vert est scellée au moyen d'un plomb et porte la marque distinctive des courriers diplomatiques. Photos DR



## Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sont disponibles sur [www.admin.ch/votations](http://www.admin.ch/votations) ou sur l'application «Vote-Info» de la Chancellerie fédérale.

Le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets fédéraux suivants au vote du peuple le 28 novembre 2021:

- Initiative populaire du 7 novembre 2017 «Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers)» (FF 2021 1488);
- Initiative populaire du 26 août 2019 «Désignation des juges fédéraux par tirage au sort (initiative sur la justice)» (FF 2021 1490);
- Modification du 19 mars 2021 de la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (Loi COVID-19) (Cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra-familial pour enfants, acteurs culturels, manifestations) (RO 2021 153).

## Initiatives populaires

Aucune nouvelle initiative populaire n'a été lancée.

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur [www.bk.admin.ch](http://www.bk.admin.ch) > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens

### Les services consulaires

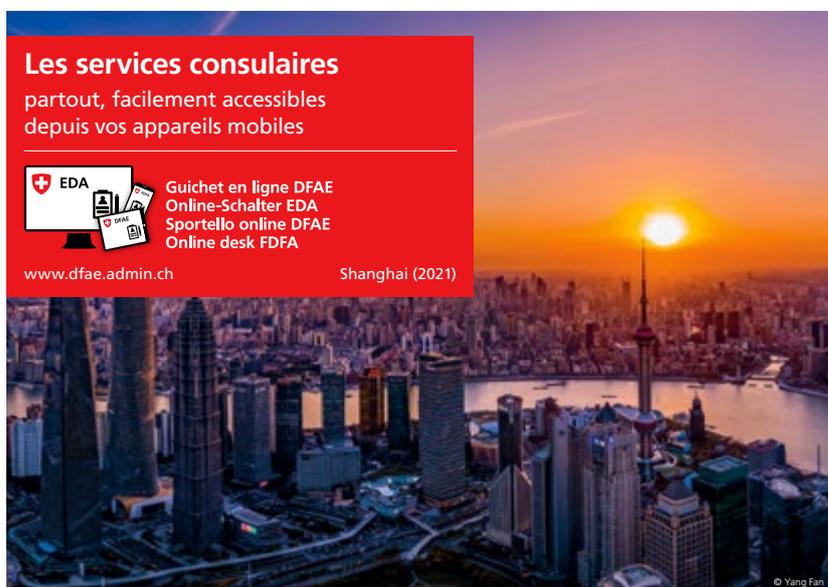
partout, facilement accessibles  
depuis vos appareils mobiles



Guichet en ligne DFAE  
Online-Schalter EDA  
Sportello online DFAE  
Online desk FDFA

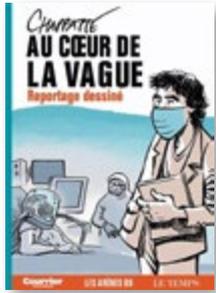
[www.dfae.admin.ch](http://www.dfae.admin.ch)

Shanghai (2021)



Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:  
Direction Consulaire  
Innovation et Partenariats  
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse  
[www.dfae.admin.ch](http://www.dfae.admin.ch), mail: [kdip@eda.admin.ch](mailto:kdip@eda.admin.ch)

## Retour en bulles dans le Covid 19



PATRICK CHAPPATTE:  
«Au cœur de la vague»  
Chappatte & Éditions  
Les Arènes Paris, 2020  
123 pages, 36 CHF, Dispo-  
nible en français seulement

Que faisons-nous quand les premières nouvelles sur un virus atteignant les fonctions respiratoires nous sont parvenues de Chine, fin janvier 2020? Comment avons-nous traité les informations relatives au premier cas suisse, détecté en février 2020? Et quand fut annoncé le premier mort? Quelle était notre vision de l'avenir lorsque le pays plongea dans un confinement quasi total, le 16 mars? Le reportage dessiné du Genevois Patrick Chappatte, paru en octobre 2020, nous permet de retrouver nos marques à travers le récit qu'il fait de cette première vague du Covid-19. Son approche est à la fois privée et publique. Il dessine son propre isolement, en famille, à la

montagne. Et puis ses angoisses alors qu'il est touché par une fièvre tenace, qui l'oblige à s'isoler des siens une semaine durant. Une analyse sérologique indiquera plus tard qu'il a bien contracté le virus. À ce moment-là, seules les personnes présentant des symptômes graves ont accès à un test. Le pays ne promet pas encore le masque. «Au cœur de la vague» restitue les moments clés de ce monde qui bascule vers l'inconnu. Chacun y retrouvera des impressions connues.

L'autre angle du reportage est consacré aux entrailles des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le plus grand établissement médical suisse. Alors qu'il est reclus en montagne, Chappatte converse au téléphone avec le professeur Didier Pittet, médecin-chef en charge de l'infection aux HUG. Dès le 7 mars, l'inventeur du gel hydroalcoolique lui donne des infos de première main. Le dessinateur genevois décrit la stratégie mise en place par les HUG pour faire face à la vague de malades qui se prépare. Guéri de son Covid, Chappatte entre ensuite dans le cœur de la machine: le service des soins intensifs, dirigé par le professeur Jérôme Pugin. Il décrit le contact avec la mort. Les pleurs des soignants face à des gens qui partent sans pouvoir être vus par leurs familles. Il donne la parole à une infirmière, qui relate ses journées de 12 heures. Il tend son micro à des agents et agentes d'entretien, dont certains se sont portés volontaires pour aller désinfecter les chambres «sales», où sont soignées des personnes atteintes par le virus. Il montre l'impact de la crise sur les sans-papiers et la réaction de Genève pour s'occuper des personnes en situation de précarité. Chacun des cinq chapitres de cet ouvrage, documenté avec soin et plein d'empathie, accueille des dessins de Chappatte publiés durant la période qui y est traitée.

STÉPHAN HERZOG

## Tradition et pathos obligent



BURNING WITCHES:  
«The Witch Of The North».  
Nuclear Blast, 2021

On ne peut pas dire qu'elles réinventent le genre. Au contraire, les Burning Witches délivrent un heavy metal hypertraditionnel, pour ne pas dire démodé. Mais les Suissesses ont des atouts dans leur jeu. D'une part, c'est un groupe exclusivement féminin, ce qui constitue toujours une rareté dans le metal et attire par conséquent l'attention. D'autre part, elles se vendent très intelligemment, en se mettant en scène comme des héroïnes de médiéval fantastique intemporelles, guerrières ou sorcières, des femmes fortes qui ne sont pas seulement belles, mais aussi dangereuses.

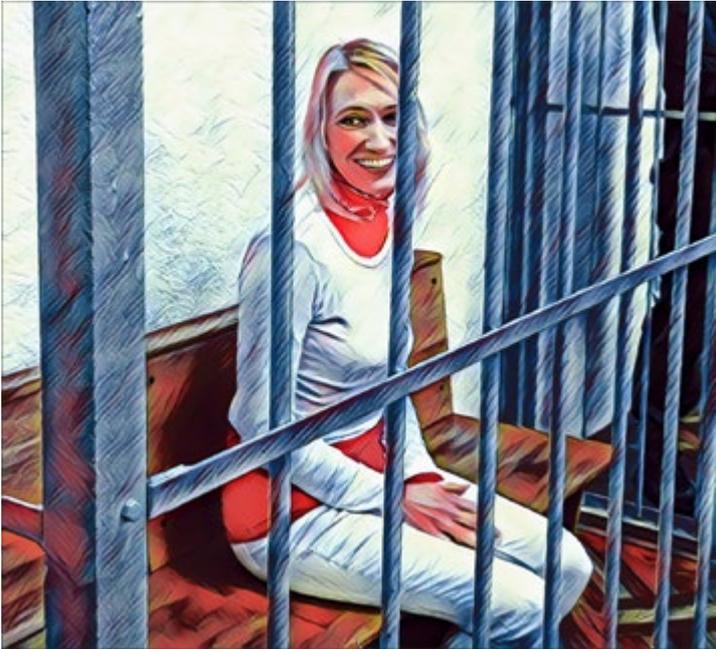
Ce soin efficace accordé à leur image et associé à un heavy metal carré très bien chorégraphié et joué de manière professionnelle a tout d'abord permis au groupe, emmené par la guitariste Romana Kalkuhl, de signer avec le grand label Nuclear Blast, ce qui a tout d'un adoubement, puis de se produire sur les scènes de festivals aussi géants que le Wacken Open Air, et enfin d'atterrir à présent, avec ce quatrième album «The Witch Of The North», dans les sommets des charts de nombreux pays. L'opus s'est notamment classé sixième au hit-parade en Suisse et, plus important encore, seizième en Allemagne. C'est plus qu'un succès d'estime. Et, comme pour prouver que le groupe est définitivement devenu *mainstream*, Romana Kalkuhl a même fini à la une du journal de boulevard le plus connu de Suisse.

Apparemment, le quintette a satisfait aux attentes de son large public avec son nouvel album. «The Witch Of The North», produit par Marcel Schirmer du groupe Destruction et V.O. Pulver de Gurd, est devenu un album conceptuel sur le thème de la mythologie nordique, dans lequel les Burning Witches ne reculent devant aucun pathos ni aucun cliché par leurs textes et leur esthétique globale. Musicalement, les cinq sorcières évoluent une fois de plus dans le spectre du metal traditionnel des années 80. Des ballades comme «Lady Of The Woods» succèdent à des morceaux rythmés comme «Nine Worlds». Le refrain de «We Stand As One» est aussi limpide et marquant que celui de «Thrall». Et, pour bien souligner où se situent leurs racines musicales, les Burning Witches reprennent même une chanson du célèbre groupe américain de power metal Savatage.

«The Witch Of The North» n'est pas un album original, mais nous ne trouvons rien à y redire. Car avec son orientation résolument rétro, il distille un charme qui rappelle en quelque sorte le metal franchement kitsch, sympathique et innocent des jours passés.

MARKO LEHTINEN

# Natallia Hersche



Prison n°4, Gomel, Biélorussie: c'est là qu'est incarcérée Natallia Hersche, Saint-Galloise de 51 ans, depuis qu'elle a été jugée pour «résistance violente à un représentant des forces de l'ordre» à la fin de 2020. Son crime: s'être «opposée à son arrestation» lors d'une manifestation de femmes à Minsk et avoir arraché la cagoule qui dissimulait le visage d'un policier, «endommageant légèrement le tissu au niveau des yeux». Les personnes qui protestent contre le chef d'État Alexandre Loukachenko sont nombreuses à être privées de leur liberté. Mais pourquoi Natallia Hersche a-t-elle donc quitté son agréable quartier de villas près du lac de Constance pour aller manifester à Minsk? C'est l'exemple de la Suisse qui a fait réagir cette double nationale helvète et biélorusse. Vivant dans une démocratie qui garantit à ses citoyens le droit de s'exprimer librement et de se rassembler pacifiquement, elle a affirmé espérer la même chose pour son pays d'origine. Pour la leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa, Natallia Hersche est un «symbole de la révolution biélorusse». L'ambassadeur suisse à Minsk, Claude Altermatt, s'emploie à faire libérer la prisonnière. Mais la marge de manœuvre du diplomate suisse est étroite: la Suisse n'a ouvert son ambassade qu'en 2020, notamment avec l'objectif déclaré d'approfondir ses liens économiques avec le pays dirigé d'une main de fer par Loukachenko. Natallia Hersche, quant à elle, n'est prête à aucun compromis. En avril, elle aurait pu adresser une première demande de grâce au chef de l'État biélorusse. Elle ne l'a pas fait: «Je ne veux rien devoir à ce régime.» Quel prix paiera-t-elle pour son opiniâtreté? On l'ignore.

MARC LETTAU

## Une pluie de médailles olympiques pour la Suisse

Aux Jeux olympiques de Tokyo, la Suisse a remporté plus de médailles que jamais depuis 1952: les athlètes suisses sont repartis avec 13 médailles, dont trois en or grâce à Belinda Bencic en tennis, Nina Christen au tir et Jolanda Neff en VTT. Les images de la victoire de cette dernière ont été particulièrement impressionnantes: à ses côtés sur le podium se tenaient aussi des Suissesses, Sina Frei (argent) et Linda Indergand (bronze). Le dernier triplé de la Suisse datait des Jeux olympiques de Berlin de 1936, dans la discipline de la gymnastique artistique. (MUL)

## Les talibans ont surpris la Suisse aussi

La prise de pouvoir des talibans en Afghanistan a surpris même les autorités suisses. Au début du mois d'août, elles affirmaient encore s'en tenir au renvoi des demandeurs d'asile déboutés en Afghanistan. Le revirement est arrivé quelques jours plus tard: les demandeurs d'asile déboutés peuvent désormais déposer une demande pour cas de rigueur et solliciter le droit de rester. En outre, la Suisse envisage d'accueillir des réfugiés nécessitant une protection spéciale. La Suisse a rapatrié son personnel d'aide au développement. (MUL)

## Le conseiller fédéral Ignazio Cassis en visite en Thaïlande

En août, le conseiller fédéral Ignazio Cassis s'est rendu en Thaïlande dans le cadre de son voyage en Asie du Sud-Est. À cette occasion, la diaspora suisse a réitéré sa plainte de ne pas pouvoir se faire vacciner sur place. D'après les rapports des médias, Ignazio Cassis a assuré qu'il recommanderait aux autorités thaïlandaises d'autoriser la vaccination des étrangers, ainsi que la Suisse le fait. L'ambassade suisse en Thaïlande a agi de manière pragmatique, en fixant des rendez-vous de vaccination dans un hôpital privé. (MUL)

## Un nouvel homme à la tête des libéraux

Le nouveau président du PLR pourrait bien être Thierry Burkart. Âgé de 45 ans, ce conseiller d'État argovien est le seul candidat au poste. Il est prévu qu'il soit désigné en octobre. Thierry Burkart succèdera à Petra Gössi, qui avait imprimé une inflexion plus verte au PLR, et qui a annoncé sa démission après le rejet par le peuple de la loi sur le CO<sub>2</sub>, qu'elle soutenait. Thierry Burkart fait partie des adversaires de la politique écologiste de sa prédécesseure. Il appartient à l'aile conservatrice du parti. (MUL)

## Murat Yakin à la tête du onze suisse de football

Murat Yakin est le nouvel entraîneur de l'équipe nationale suisse de football. Il succède à Vladimir Petkovic, qui a démissionné à la surprise générale après le bon bilan de cet été (voir p. 10). Murat Yakin n'est pas un inconnu dans le football suisse. Il a accompli une belle carrière de joueur au FC Bâle et en Bundesliga. Il a déjà entraîné les équipes de Thounne, Lucerne, Bâle et le Spartak Moscou. (MUL)

# Nous avons besoin de moments dorés.

Fafleralp, Valais, © André Meier



# Nous avons besoin de Suisse.

Découvrir l'automne maintenant: [MySwitzerland.com/automne](https://www.myswitzerland.com/automne)  
Partage tes plus belles expériences avec [#IneedSwitzerland](https://twitter.com/IneedSwitzerland)

